



# DIAGNOSTIC PARTAGÉ

## du CPRDFOP et du Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales

Hauts-de-France  
Synthèse - Edition 2019



Entreprises  
et emploi

# SOMMAIRE

---

PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN RÉGION HAUTS-DE-FRANCE.....	4
LES FORMATIONS DU SCHÉMA RÉGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES.....	5
GÉOGRAPHIE DU TERRITOIRE .....	6
GÉOGRAPHIE DES INFRASTRUCTURES SANTÉ-SOCIAL .....	7
POPULATION .....	8
ETAT DE SANTÉ ET NIVEAU SOCIAL DE LA POPULATION .....	9
ECONOMIE - ENTREPRISES - EMPLOIS .....	11
EMPLOIS SUR LE SECTEUR SANITAIRE ET SOCIAL .....	15
MARCHÉ DU TRAVAIL .....	16
MARCHÉ DU TRAVAIL SANITAIRE ET SOCIAL .....	18
FORMATION EN VOIE SCOLAIRE ET EN APPRENTISSAGE .....	19
FORMATION CONTINUE .....	22
FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES .....	23
SOURCES .....	26



## INTRODUCTION

*Depuis la loi du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et au dialogue social, les Régions ont la compétence de mise en place d'une stratégie régionale de développement de la formation et de l'orientation professionnelles. Cette stratégie prend la forme d'un « Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles » (CPRDFOP). Selon les termes de la loi, le « Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales » (SRFSS) est un élément constitutif du CPRDFOP. Il est donc intégré à ce contrat.*

*Elaboré au sein de l'instance quadripartite qu'est le « Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles » (CREFOP), le CPRDFOP est une feuille de route sur 5 ans, partagée par la Région, l'État et les Partenaires Sociaux. Il s'inscrit dans une volonté partagée d'opérationnalité et de cohérence de l'ensemble des dispositifs d'orientation et de formation professionnelles, qu'ils relèvent de la formation initiale (scolaire et apprentissage) ou continue (demandeurs d'emploi ou salariés). Il présente les actions partenariales à mettre en œuvre en termes de formation professionnelle et d'orientation en cohérence avec les besoins du territoire en matière d'emplois, de compétences et de qualifications.*

*Signé en 2017, le CPRDFOP intègre une clause de revoyure fin 2019. Celle-ci permet de réorienter les actions, notamment en intégrant les modifications engendrées par la loi du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel. A cette occasion, le CREFOP a souhaité actualiser le diagnostic partagé de la région Hauts-de-France. Ces travaux ont été confiés au C2RP Carif-Oref Hauts-de-France et à son réseau des partenaires de l'OREF (Observatoire Régional Emploi-Formation).*

*Ainsi, les partenaires du réseau OREF directement impliqués dans la démarche de construction du CPRDFOP et du SRFSS - à savoir la Direccte, la DRAAF, la DRJSCS, les Rectorats, la Région, les Partenaires Sociaux et Pôle emploi - ont mobilisé leurs ressources, leurs expertises et leurs analyses afin de produire ce nouveau diagnostic qui s'appuie à la fois sur :*

- les données quantitatives des différentes institutions membres du réseau OREF,*
- l'expertise croisée et pluridisciplinaire des membres du réseau OREF.*

*Comme sa précédente édition de 2016, ce diagnostic explore en particulier les champs de l'emploi, du marché du travail et de la formation (initiale et continue). Il s'enrichit de nouveaux indicateurs et de données d'évolutions depuis la signature du CPRDFOP, sans avoir vocation à évaluer l'impact du CPRDFOP sur chacune des thématiques présentées. Sur la partie spécifique au Schéma Régional des Formations Sanitaires et Sociales, la composition du diagnostic et les indicateurs santé-social ont été actualisés et enrichis.*

*Ce document permet ainsi de poser un regard renouvelé sur la région Hauts-de-France afin d'alimenter la rédaction et les propositions d'actions à prioriser dans le cadre de la clause de revoyure du CPRDFOP.*



# PAYSAGE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN REGION HAUTS-DE-FRANCE

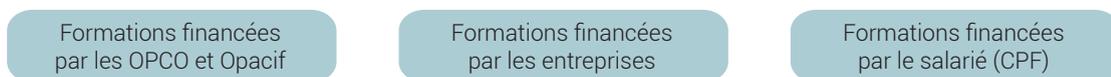
## Formation professionnelle initiale



## Formation continue des demandeurs d'emploi



## Formation continue des salariés



VAE - Validation des Acquis de l'Expérience

### LA NOUVELLE NOMENCLATURE DES DIPLÔMES PAR NIVEAU

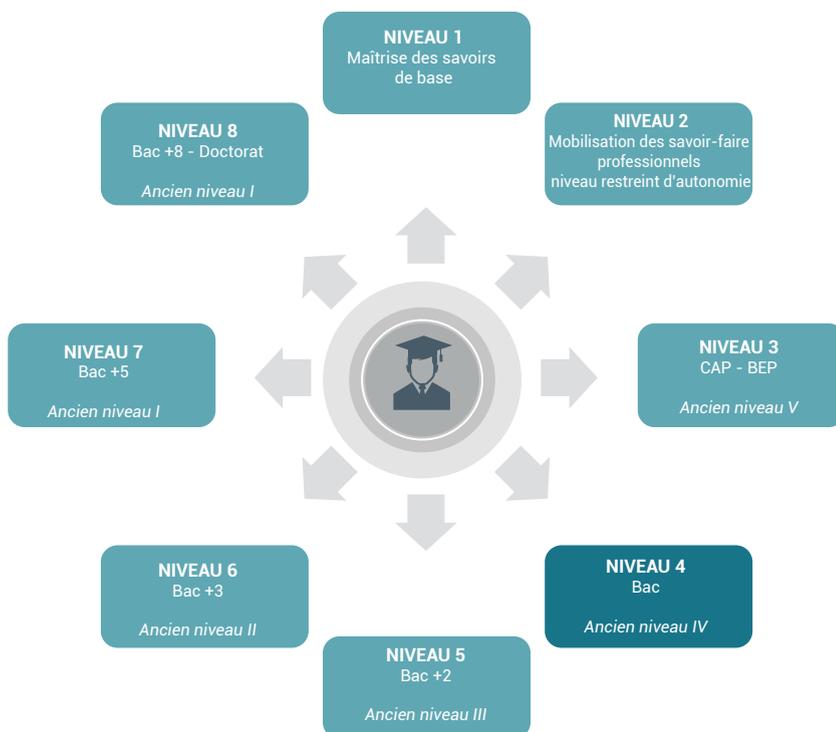
Le Décret n°2019-14 du 8 janvier 2019 fixe un nouveau cadre national des certifications professionnelles, celui-ci est défini selon les recommandations du Conseil européen concernant le cadre européen des certifications pour l'éducation et la formation tout au long de la vie.

Ainsi, depuis janvier 2019, les niveaux de formation sont classés autrement : **la nomenclature de 1969 (Niveaux V à I) est remplacée par une nomenclature comprenant 8 niveaux (niveau 1 à 8).**

Chacun des 8 niveaux correspond au niveau de qualification associé à chaque certification professionnelle en fonction de critères de gradation des compétences nécessaires à l'exercice d'activités professionnelles.

Ces critères permettent d'évaluer :

- La complexité des savoirs associés à l'exercice de l'activité professionnelle ;
- Le niveau des savoir-faire, qui s'apprécie notamment en fonction de la complexité et de la technicité d'une activité dans un processus de travail ;
- Le niveau de responsabilité et d'autonomie au sein de l'organisation de travail.



# LES FORMATIONS DU SCHÉMA RÉGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

## SANITAIRE

Nouvelle nomenclature en vigueur dès 2019 - Entre parenthèses : ancienne nomenclature

<b>PROFESSIONS DE SOIN</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Aide-soignant</li> <li>• DE Auxiliaire de puériculture</li> <li>• DE Infirmier</li> <li>• DE Infirmier anesthésiste</li> <li>• DE Infirmier de bloc opératoire</li> <li>• DE Puériculture</li> </ul>	<p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p> <p><i>En attente du décret</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p>
<b>MÉTIERS DE LA RÉÉDUCATION ET DE LA RÉADAPTATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Audioprothésiste</li> <li>• DE Ergothérapeute</li> <li>• DE Masseur-kinésithérapeute</li> <li>• Certificat de capacité orthophoniste</li> <li>• Certificat de capacité orthoptiste</li> <li>• DE Pédicure-podologue</li> <li>• DE Psychomotricien</li> </ul>	<p><i>Niveau 5 (Niveau III)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 5 (Niveau III)</i></p>
<b>PROFESSIONS MÉDICALES ET PHARMACEUTIQUES</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Préparateur en pharmacie hospitalière</li> <li>• DE Sage-femme</li> </ul>	<p><i>Niveau 5 (Niveau III)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p>
<b>MÉTIERS DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diplôme de cadre de santé</li> </ul>	<i>en attente du décret</i>
<b>PROFESSIONS TECHNIQUES DE LA SANTÉ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Ambulancier</li> <li>• DE Manipulateur d'électroradiologie médicale</li> <li>• DE Technicien de laboratoire médical</li> </ul>	<p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 5 (Niveau III)</i></p>

## SOCIAL

Nouvelle nomenclature en vigueur dès 2019 - Entre parenthèses : ancienne nomenclature

<b>MÉTIERS DE L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Assistant de service social</li> <li>• DE Assistant familial</li> <li>• DE Conseiller en économie sociale et familiale</li> <li>• DE Médiateur familial</li> </ul>	<p><i>Niveau 6 (Niveau III)</i></p> <p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 5 puis niveau 6* (Niveau III puis niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p>
<b>MÉTIERS DE LA FILIÈRE ÉDUCATIVE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Accompagnant éducatif et social * spécialité accompagnement de la vie en structure collective * spécialité accompagnement à l'éducation inclusive et à la vie ordinaire</li> <li>• DE Educateur de jeunes enfants</li> <li>• DE Educateur spécialisé</li> <li>• DE Educateur technique spécialisé</li> <li>• DE Moniteur éducateur</li> </ul>	<p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 4 (Niveau IV)</i></p>
<b>PROFESSIONS DE L'AIDE À DOMICILE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DE Accompagnant éducatif et social * spécialité accompagnement de la vie à domicile</li> <li>• DE Technicien de l'intervention sociale et familiale</li> </ul>	<p><i>Niveau 3 (Niveau V)</i></p> <p><i>Niveau 4 (Niveau IV)</i></p>
<b>MÉTIERS DE L'ENCADREMENT ET DE LA FORMATION</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certificat d'aptitudes aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale</li> <li>• Certificat d'aptitudes aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale</li> <li>• DE Ingénierie sociale</li> </ul>	<p><i>Niveau 6 (Niveau II)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p> <p><i>Niveau 7 (Niveau I)</i></p>





## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

Si les atouts du positionnement géographique de la région Hauts-de-France sont confirmés, l'utilisation de l'espace régional par la population se modifie progressivement. Les emplois se concentrent de plus en plus dans les grandes agglomérations régionales, à l'inverse les zones résidentielles se résidentialisent davantage<sup>1</sup>. Assez logiquement, les mobilités domicile-travail s'intensifient en région, ainsi, on compte près de 20 000 déplacements domicile – travail supplémentaires depuis 2011.

### La région Hauts-de-France occupe une position stratégique au cœur de l'Europe du Nord-Ouest<sup>2</sup>

- Le positionnement de la région Hauts-de-France lui offre un accès direct au marché européen : la région est au centre de cinq des plus grands centres d'affaires européens : Londres, Amsterdam, Bruxelles, Luxembourg, Paris.

### La majorité de la population reste concentrée sur 15% du territoire<sup>3</sup>

- Avec 189 habitants par km<sup>2</sup>, la région se densifie mais dans une moindre proportion qu'au national
- La région est essentiellement composée de territoires à dominante agricole avec un réseau de villes moyennes.
- Des foyers de peuplement importants et très urbanisés sont principalement localisés sur le littoral, l'Amiénois, la métropole lilloise et le sud de l'Oise.

### Les déplacements domicile-travail s'intensifient<sup>3</sup>

- 72% des actifs en emploi travaillent hors de leur commune de résidence (65% au niveau national) : + 3% par rapport à 2011
- 190 700 navetteurs travaillent hors de la région, soit 8% des navetteurs
  - 158 200 travaillent en France, dans une autre région (dont 125 000 en Ile-de-France)
  - 32 500 travaillent dans un autre pays (dont 30 600 en Belgique)
- En retour, 50 000 personnes viennent travailler en Hauts-de-France
  - 17 650 résidents d'Ile-de-France, 9 500 résidents de Normandie, 5 400 résidents de Grand-Est
- 10 500 résidents de Belgique viennent travailler en Hauts-de-France<sup>4</sup>

### Un réseau dense d'infrastructures de transport qui se développe

- Plus de 8 millions de voyageurs sur les gares TGV-Haute Picardie, Lille-Europe et Calais-Fréthun ont été recensés en 2017 (+7,6% de voyageurs en un an)<sup>5</sup>
- Près de 6 millions de voyageurs se sont présentés sur les aéroports de Lille et de Beauvais en 2018 (+5,7% de voyageurs en un an)<sup>6</sup>

### Des projets majeurs de développement des infrastructures de transport sont en cours

- **Le projet « Roissy-Picardie »<sup>7</sup>**  
Ce nouveau tronçon ferroviaire de 6 kilomètres permettrait aux territoires jusqu'alors privés du réseau à grande vitesse de pouvoir s'ouvrir aux lignes TGV. Avec le barreau Roissy-Picardie, à l'horizon 2024, les usagers pourront rejoindre sans correspondance la gare de Paris Aéroport Roissy-Charles de Gaulle depuis les agglomérations de Chantilly, Creil, Pont-Sainte-Maxence, Clermont, Compiègne et Amiens.

- **Le projet « Canal Seine-Nord Europe »<sup>8</sup>**

Démarrage des travaux au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020  
En reliant les bassins de la Seine et de l'Oise aux 20 000 km de réseau fluvial nord européen à grand gabarit, ce canal permettrait le transport de chargement de fret fluvial pouvant atteindre 4 400 tonnes, soit l'équivalent de 180 poids-lourds.  
10 000 à 13 000 emplois directs et indirects par an sont prévus durant les années de chantier.

- **Le projet « Calais Port 2015 »<sup>9</sup>**

Ce projet est dédié aux travaux d'agrandissement et de modernisation du port par lequel transitent 10 millions de passagers et 2 millions de poids lourds chaque année. Calais Port représente un équipement majeur du littoral des Hauts-de-France et un poumon pour Calais et le Calaisis.

### La région Hauts-de-France dispose d'atouts pour s'imposer sur le tourisme de proximité<sup>10</sup>

- Près de 24 millions de visiteurs ont été recensés dans ces sites en 2018
- Il existe près de 900 sites culturels et de loisirs en Hauts-de-France :
  - 84 musées de France
  - 5 inscriptions et 134 sites classés au Patrimoine mondial de l'Unesco
  - 6 monuments nationaux
  - 4 Parcs Naturels Régionaux
  - 2 Grands sites de France

### La région Hauts-de-France volontariste pour combler son retard en matière d'équipements sportifs<sup>11</sup>

- Plus de 25 000 équipements sportifs sont dénombrés en région Hauts-de-France
- 10<sup>ème</sup> région sur 13 au regard de la population avec 43 équipements pour 10 000 habitants contre un taux de 51 en France
- De nombreux projets sortent de terre, les collectivités territoriales investissent pour combler ce retard et l'Etat soutient ce dynamisme territorial que ce soit par la mise en œuvre d'outils d'aide aux projets (Atlas, R.E.S ou guide), l'accompagnement technique des services déconcentrés ou l'aide financière par l'intermédiaire du Centre National pour le Développement du Sport (CNDS).

Les sources sont disponibles à la fin du document



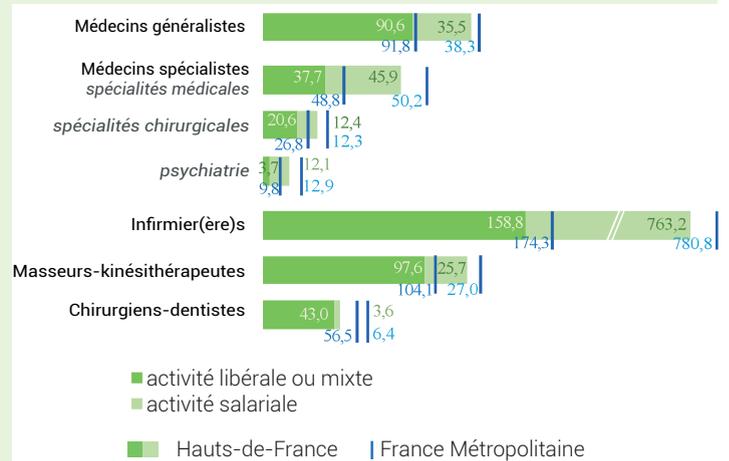


## GÉOGRAPHIE DES INFRASTRUCTURES - SANTÉ-SOCIAL

La région Hauts-de-France est moins bien dotée qu'au national pour l'offre de médecins, infirmier(ère)s, masseurs-kinésithérapeutes et chirurgiens-dentistes<sup>13</sup>

- Au regard du nombre élevé d'habitants de la région, le nombre de médecins, infirmier(ère)s, masseurs-kinésithérapeutes et chirurgiens-dentistes pour 100 000 habitants reste inférieur au national
- Le nombre de médecins généralistes pour 100 000 habitants est proche de la moyenne nationale mais la région est sous-dotée en médecins spécialistes et en chirurgiens-dentistes
- Pour autant, le nombre d'actes moyens par habitant est plus important en région qu'en France

### Nombre de professionnels de santé pour 100 000 habitants



Sources : ARS Hauts-de-France, Dress/Asip-Santé 2016, Insee, Traitement OR2S

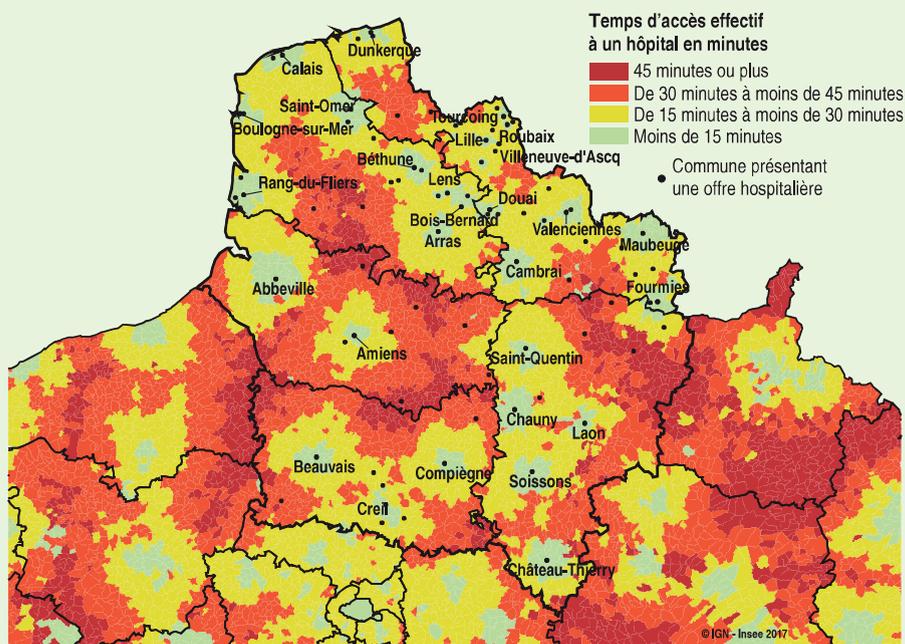
### Pour autant, il existe des disparités territoriales<sup>13</sup>

- Globalement, le département du Nord est mieux doté que les autres départements de la région
- Au contraire, le nombre de médecins et de masseurs-kinésithérapeutes pour 100 000 habitants est moindre dans les départements de l'Oise et de l'Aisne
- Le nombre d'infirmier-es pour 100 000 habitants est moindre sur les départements du Pas-de-Calais et de l'Oise
- Les zones rurales détiennent l'offre libérale de soins la moins dense, d'autant plus en région
  - 43 médecins généralistes libéraux pour 100 000 habitants en zones rurales régionales (54 en France)
- Dans les unités urbaines de 2 000 habitants ou plus, la densité en généralistes est plus importante qu'en zone rurale mais reste en deçà du niveau national
  - 104 généralistes pour 100 000 personnes dans la région
  - 111 sur le reste du territoire national

### Le temps d'accès à l'hôpital est le plus faible de France métropolitaine, mais il existe des disparités entre les territoires<sup>14</sup>

- La moitié des séjours hospitaliers des résidents de la région a eu lieu à moins de 18 minutes de leur domicile.
  - 20 minutes en France métropolitaine

### Temps d'accès médian à l'hôpital par commune de résidence (29 spécialités confondues)



Sources : Insee, distancier Metric; Insee-Drees, PMSI MCO 2013.





# POPULATION

## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

La région reste la 3<sup>ème</sup> région la plus peuplée de France métropolitaine. Comme au niveau national, les pôles urbains et périurbains attirent les populations pour les opportunités d'emplois qu'ils représentent ou le potentiel résidentiel dont ils disposent. La population augmente dans tous les départements, excepté celui de l'Aisne.

La région reste la plus jeune de France métropolitaine mais la part des moins de 30 ans diminue. A l'horizon 2050, les séniors (65 ans et plus) représenteront un quart de la population régionale.

Le nombre de personnes ayant accès à un premier niveau de formation augmente : la région rattrape son retard par une diminution de 5% de la part des non-diplômés parmi la population mais reste supérieure au national. Dans la même tendance, le taux de scolarisation des jeunes de 15-24 ans augmente.

### Le nombre d'habitants augmente, la région reste la 3<sup>ème</sup> région la plus peuplée de France métropolitaine<sup>15</sup>

- La région compte plus de 6 millions d'habitants
  - 3<sup>ème</sup> rang des régions les plus peuplées derrière Ile-de-France et Auvergne-Rhône-Alpes
  - Les départements du Nord et du Pas-de-Calais concentrent 7 habitants sur 10
- La population augmente moins fortement qu'en France métropolitaine (+0,2% par rapport à 2011 contre +0,4% au national)
  - croissance limitée par un solde migratoire (entrées / sorties) déficitaire : -0,3% contre +0,1% au national.
  - Le solde naturel reste dans la même tendance qu'en France métropolitaine : 0,4%.
  - La population diminue dans le département de l'Aisne tandis que le Nord gagne plus de 24 000 habitants
- La région Hauts-de-France reste la plus densément peuplée derrière l'Ile-de-France.
  - 189 habitants/km<sup>2</sup> (118 habitants/km<sup>2</sup> en France métropolitaine)

### La région Hauts-de-France serait la 5<sup>ème</sup> région la plus peuplée en 2050<sup>16</sup>

- La population augmente mais la croissance démographique est plus modérée que dans les autres régions. Selon les projections de l'Insee, à l'horizon 2050, la population régionale serait la 5<sup>ème</sup> de France métropolitaine.
  - 6,2 millions de personnes en 2050 (derrière Ile-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes, Occitanie et Nouvelle Aquitaine)

### La région reste la plus jeune de France métropolitaine pour sa part des moins de 20 ans, la part des moins de 30 ans diminue<sup>15</sup>

- 26,3% de la population est âgée de moins de 20 ans (25,7% en Ile-de-France et 25,1% en France métropolitaine)
- La part des moins de 30 ans diminue (-1,1%), 38,4% de la population a moins de 30 ans (39,6% en Ile-de-France et 35,8% en France métropolitaine).
- En 2050, la région compterait un peu moins de 1,5 millions d'habitants de moins de 20 ans, soit près de 120 000 personnes de moins qu'en 2013 dans cette tranche d'âge.

### L'augmentation de la part des séniors en région perdure. Les séniors représenteront un quart de la population en 2050<sup>16</sup>

- Les séniors (65 ans et plus) représentent 16,9% de la population (+2pts entre 2011 et 2016).
  - proportion plus faible qu'au national (19,2%)
- La part des séniors va fortement augmenter et représentera 25 % en 2050.

### Le taux de scolarisation des 15-24 ans augmente mais reste en-deçà du taux national<sup>15</sup>

- En 2016, 63% des jeunes de 15 à 24 ans en Hauts-de-France sont scolarisés (+1,9pt entre 2011 et 2016).
  - 66,2% en France métropolitaine

### Le niveau de formation en région reste inférieur à la moyenne nationale<sup>15</sup>

- En Hauts-de-France, la part de non diplômés diminue (-5,3%) mais reste supérieure au national
  - En région : 33% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus ne possède aucun diplôme, 29% en France métropolitaine
- A l'inverse, la part des diplômés de l'enseignement supérieur augmente (+3,1%)
  - En région, 24% de la population non scolarisée de 15 ans ou plus est titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur, 29% en France métropolitaine

### En Hauts-de-France, plus d'un jeune de 15 à 24 ans sur cinq est non inséré (ni en emploi, ni en études)<sup>15</sup>

- 21,2% des jeunes de 15-24 ans sont non insérés, soit le taux le plus élevé de France métropolitaine
  - 16,7% en France métropolitaine
- Cette proportion augmente en région comme au national (en 2011 : 20,9% en région et 16,1% en France métropolitaine)

### L'académie d'Amiens : la plus touchée de France métropolitaine par des difficultés en lecture<sup>17</sup>

- La part des jeunes en difficulté de lecture s'élève à 17,2% dans l'Aisne, 15,4% dans la Somme et 14,1% dans l'Oise.
- Cette part est plus faible dans le Nord et le Pas-de-Calais, respectivement 10,2% et 11,6%.

Les sources sont disponibles à la fin du document





## ETAT DE SANTÉ ET NIVEAU SOCIAL DE LA POPULATION

### La région Hauts-de-France a le 2<sup>ème</sup> taux de natalité le plus fort de France métropolitaine<sup>18</sup>

- En 2018, 11,3 enfants pour 1 000 habitants en Hauts-de-France (14,2 en Ile-de-France)
- 3<sup>ème</sup> rang de France métropolitaine pour le nombre de naissances : 70 721 naissances vivantes en 2017
- Plus jeunes mères de France métropolitaine : 29,9 ans en moyenne à la naissance
  - 30,7 ans en France métropolitaine

### La région a la plus faible espérance de vie à la naissance de France métropolitaine<sup>18</sup>

- 77,2 ans pour les hommes (79,5 ans en France métropolitaine)
- 83,3 ans pour les femmes (85,4 ans en France métropolitaine)

### Le taux de mortalité prématuré en région est le plus élevé de France métropolitaine<sup>18</sup>

- 2,4 décès pour 1 000 habitants de 0 à 64 ans
- Le taux de mortalité infantile est équivalent à la moyenne nationale
  - 3,4 décès pour 1 000 enfants nés vivants (3,5 au national)
- Le taux de mortalité des 65 ans ou plus est le plus élevé de France métropolitaine
  - 43,8 décès pour 1 000 habitants de 65 ans ou plus (37,6 au national)

### La surmortalité en Hauts-de-France est une constante ces 30 dernières années<sup>13</sup>

- Quelle que soit la cause du décès, le taux de mortalité est toujours plus élevé en région qu'au national.
- Depuis 2005, le cancer est devenu la 1<sup>ère</sup> cause de mortalité en région comme en France.

### Les enfants de moins de 3 ans surreprésentés en Hauts-de-France<sup>3</sup>

- 3,7% de la population régionale est âgée de moins de 3 ans, 3,4% en France métropolitaine
- Les moins de 3 ans de la région représentent 10,1% des moins de 3 ans de France métropolitaine
- Les moins de 3 ans sont notamment surreprésentés dans les départements du Nord et de l'Oise : 3,8% de la population départementale

### 479 570 personnes âgées de 75 ans et plus en région Hauts-de-France, soit 8% de la population régionale<sup>3</sup>

- Le Nord est le département où le nombre de personnes âgées de 75 ans et plus est le plus important de France métropolitaine : 198 100 personnes.

### L'offre de services et d'accueil pour les personnes âgées en Hauts-de-France<sup>13</sup>

- La région Hauts-de-France affiche un taux d'équipement un peu plus faible qu'au national
  - 44 000 lits pour 595 EHPAD\*
- La région est mieux dotée pour l'accueil des personnes âgées en résidences autonomie avec plus de 11 500 places
  - troisième taux régional pour ce type d'équipement derrière Île-de-France et Normandie
- La région est également mieux dotée en USLD\* avec plus de 3 000 lits
  - deuxième région la mieux dotée en USLD\* derrière la Corse.
- De même, avec près de 14 000 places en SSIAD\* et SPASAD\*, la région est de loin celle qui affiche le taux d'équipement pour ces services le plus élevé.

### Le 2<sup>ème</sup> taux de pauvreté le plus élevé de France métropolitaine

- 18,3% de la population vit sous le seuil de pauvreté en 2015 contre 14,9% au national
- La moitié de la population gagne moins de 1 582 euros par mois
  - 1 714 euros par mois en France métropolitaine

### La part de la population bénéficiaire de prestations sociales est plus élevée en Hauts-de-France qu'au niveau national

- 74 allocataires de minima sociaux pour 1 000 habitants de la région Hauts-de-France<sup>20</sup>
  - 60 pour 1 000 habitants au national
  - Le Nord est le 6<sup>ème</sup> département ayant la plus forte densité d'allocataires de minima sociaux pour 1 000 habitants : 83 allocataires de minima sociaux pour 1 000 habitants
- 82 allocataires du RSA pour 1 000 habitants de 15 à 64 ans<sup>21</sup>
  - 56 en France métropolitaine
  - Le Nord est le département ayant le nombre d'allocataires du RSA le plus élevé de France métropolitaine : 94 pour 1 000 habitants de 15-64 ans
- 184 bénéficiaires d'allocations familiales pour 1 000 ménages<sup>22</sup>
  - 163 en France métropolitaine
  - Le Nord est le département ayant le plus de ménages bénéficiant d'allocations familiales de France métropolitaine : 203 493 ménages
  - L'Oise est le département ayant la plus forte densité d'allocataires : 199 allocataires pour 1 000 ménages
- 20 bénéficiaires de l'allocation adulte handicapé pour 1 000 habitants en région<sup>21</sup>
  - 17 pour 1 000 en France métropolitaine

\* EHPAD = établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes

\* USLD = unités de soin de longue durée

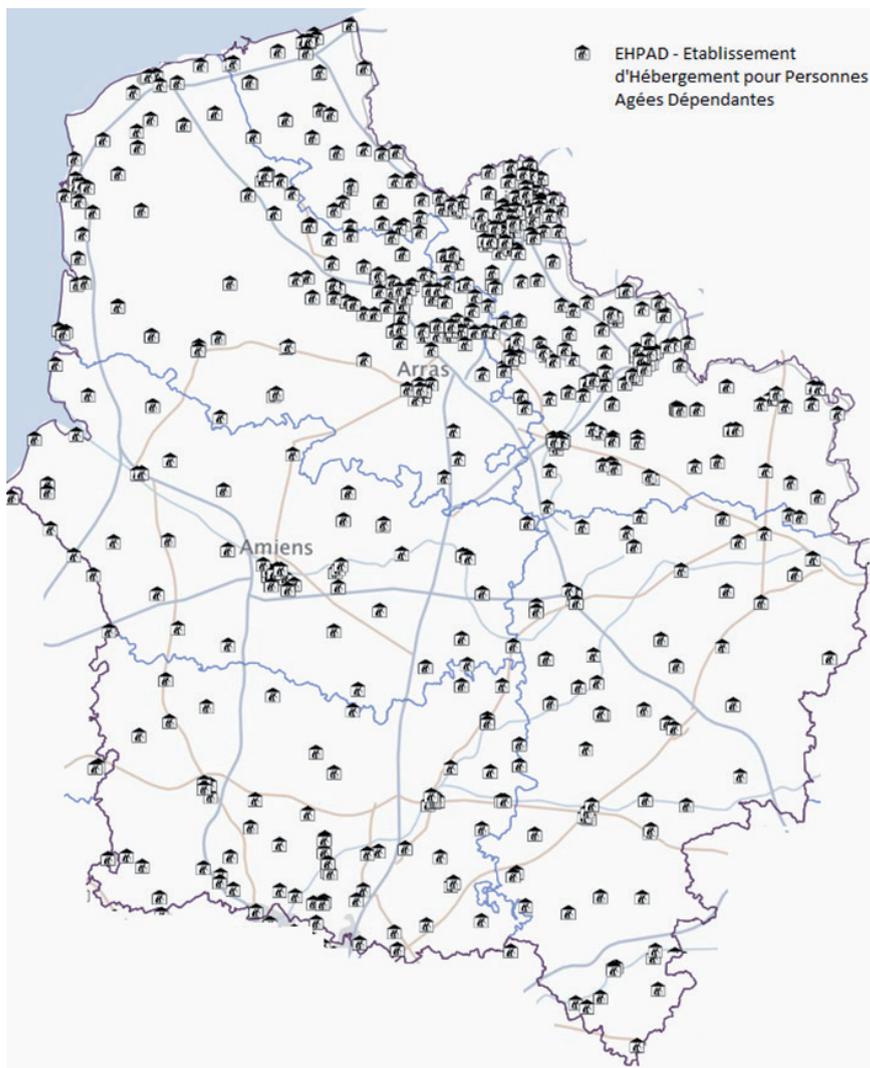
\* SSIAD = services de soins infirmiers à domicile

\* SPASAD = services polyvalents d'aide et de soins à domicile



- 240 allocataires logement pour 1 000 habitants<sup>22</sup>
  - 193 au niveau national
  - Le Nord est le département ayant le plus de bénéficiaires d'allocation logement de France métropolitaine : 262 allocataires pour 1 000 habitants
- 108 bénéficiaires de la CMU pour 1 000 habitants<sup>23</sup>
  - 74 pour 1 000 habitants au national
  - De fortes disparités départementales : 123 pour 1 000 habitants dans le Nord, 68 pour 1 000 habitants dans l'Oise
- 90 bénéficiaires de l'Allocation Personnes Agées pour 1 000 habitants de 60 ans et plus<sup>24</sup>
  - 79 pour 1 000 au national
  - 112 allocataires pour 1 000 habitants de 60 ans et plus dans le Pas-de-Calais
  - 55 allocataires pour 1 000 habitants de 60 ans et plus dans l'Oise

### Implantation des EHPAD en région Hauts-de-France



Source : ARS, Base Finess, Atlasante, – Offre de services sanitaires, médico-social et social





## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

La croissance économique se poursuit en France et la région s'inscrit dans cette tendance nationale. Si le taux de chômage atteint son plus bas niveau depuis 10 ans (10,4%), il reste néanmoins le plus élevé de France métropolitaine.

La région Hauts-de-France compte plus de 2 millions d'emplois salariés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 (+ 25 000 emplois salariés entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019).

Des hausses significatives sont observées dans les secteurs de la construction et des services marchands. Le nombre d'emplois dans le secteur de l'industrie ne cesse de diminuer. L'industrie est un secteur économique historique en Hauts-de-France (10% des emplois salariés industriels de France métropolitaine) qui innove pour se renouveler. Le secteur tertiaire non marchand n'a pas été épargné avec une perte de plus de 7 200 emplois entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019.

Les créations d'entreprises restent dynamiques en 2018 sous l'impulsion des créations de micro-entreprises et augmentent dans tous les secteurs d'activité mais cette hausse reste plus faible qu'au niveau national. De plus, le nombre de défaillances d'entreprises augmente alors que la tendance est à la baisse au national.

### 5<sup>ème</sup> PIB régional de France métropolitaine, toujours 7,3% de la richesse nationale<sup>25</sup>

- Le PIB régional s'élève à 157 milliards d'euros
- Le PIB/habitant est le plus faible de France métropolitaine :
  - 26 095 € / habitant en région (33 409 € en France métropolitaine)
- Mais le PIB/emploi est proche de la moyenne de province : 71 672 € contre 71 821 €

### ETABLISSEMENTS ET CREATIONS D'ENTREPRISES

#### Une plus forte présence d'établissements de 50 salariés ou plus qu'en moyenne nationale<sup>26</sup>

- 416 513 établissements actifs en Hauts-de-France fin 2015, soit 6,3% du parc national
- Part plus importante d'établissements de 50 salariés et plus : 1,6% contre 1,1% en France métropolitaine
- Une moindre proportion d'établissements sans salarié : 67,7% contre 71,0%
- En région, les établissements des secteurs d'activité : « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » et « Commerce et réparation automobile » sont mieux représentés qu'au national
  - 18,3% d'établissements dans le secteur « Commerce et réparation automobile » (16,2% en France métropolitaine)
  - 16,5% d'établissements régionaux dans le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale » (13,9% en France métropolitaine)

#### En 2018, le nombre de créations d'entreprises augmente de 14,3% sous l'impulsion des créations de micro-entreprises<sup>27</sup>

- 39 600 créations d'entreprises en 2018 (+14,3% en un an), cette hausse reste en deçà de la hausse nationale : +16,9%
- +25,9% de micro-entreprises sur un an, principalement due aux évolutions législatives relatives à ce statut, tendance qui s'observe également au national (+27,5%)
- La création d'entreprise a augmenté dans tous les secteurs d'activités
- Les défaillances d'entreprises ont augmenté de 3% sur un an alors qu'elles diminuent de 1,2% au national. Les défaillances progressent notamment dans la construction (+18,4%).

### EMPLOI TOTAL (SALARIES + NON-SALARIES)

#### Plus de 2 millions d'emplois (salariés et non-salariés) en Hauts-de-France<sup>3</sup>

- Soit 8,2% des emplois de France métropolitaine
- 5<sup>ème</sup> région de France en nombre d'emplois

#### Le taux d'emploi augmente (+0,2 pt en cinq ans) mais reste le plus faible de France métropolitaine<sup>15</sup>

- 58,8% de la population âgée de 15 à 64 ans est en emploi (63,9% en France métropolitaine)
- Le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans est particulièrement faible en région (55,0% contre 61,0% en France métropolitaine)
- Il faudrait 193 000 personnes en emploi supplémentaires pour atteindre le taux d'emploi de France métropolitaine

#### La région poursuit sa dynamique de rapprochement de la structure nationale des emplois mais le déficit d'emplois qualifiés reste marqué en région<sup>15</sup>

- Une proportion d'ouvriers et d'employés plus importante qu'en France, au détriment des cadres et professions intellectuelles supérieures
  - 24% d'ouvriers (20% en France métropolitaine)
  - 29% d'employés (28% au national)
  - 14% de cadres et professions intellectuelles supérieures (18% au national)

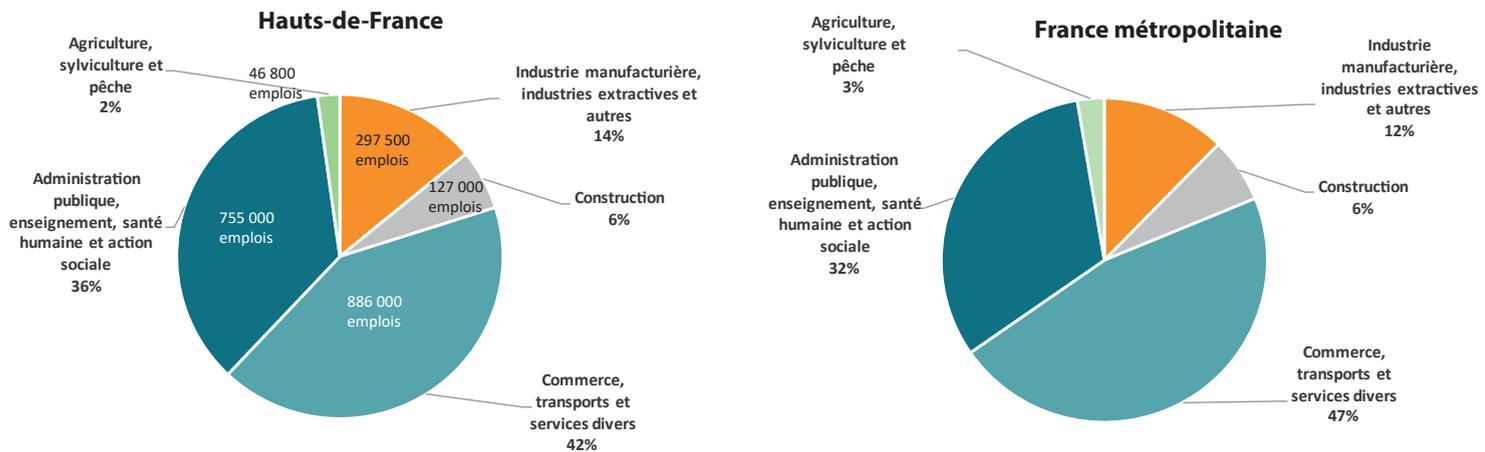
Les sources sont disponibles à la fin du document



## La région Hauts-de-France se caractérise par une proportion d'emplois dans les secteurs industriel et tertiaire non marchand (emplois salariés et non-salariés) plus importante qu'au national<sup>15</sup>

- La région reste l'une des 4 régions industrielles les plus importantes de France métropolitaine : elle représente 10% des emplois industriels de France métropolitaine
- En cohérence avec sa forte démographie et la faiblesse de ses indicateurs sociaux, le secteur tertiaire non marchand est plus développé qu'en France métropolitaine

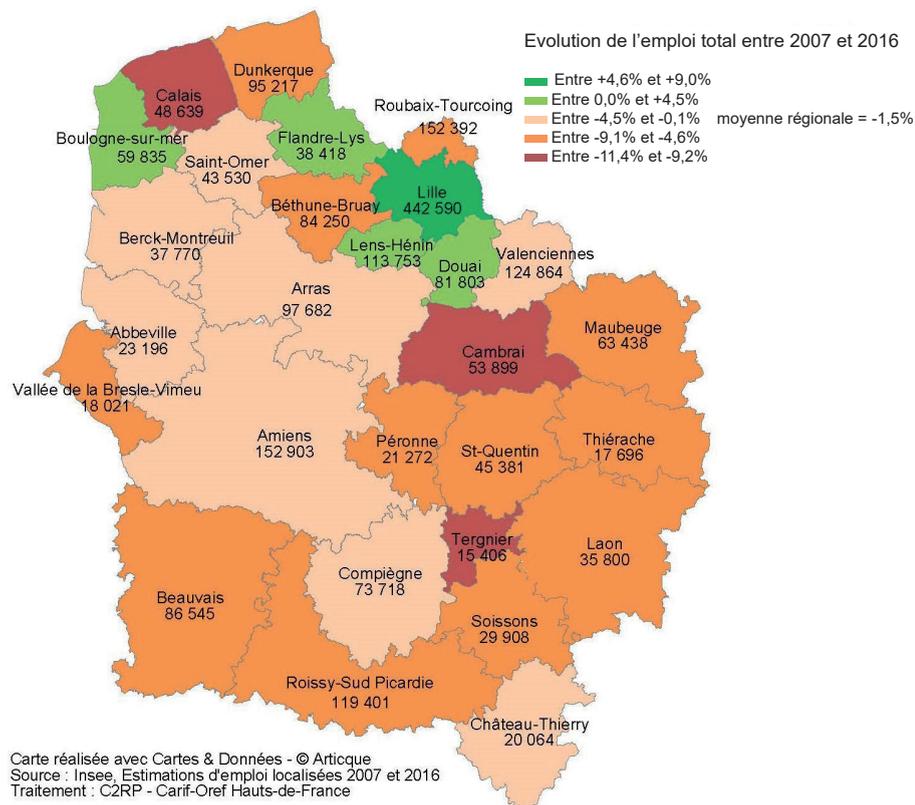
### Répartition du nombre d'emplois (salariés et non-salariés) par secteur d'activité en 2016



## Des territoires dynamiques et d'autres fragilisés par la crise économique de 2008<sup>28</sup>

- L'emploi total (emplois salariés + emplois non-salariés) diminue en région : -1,5% entre 2007 et 2016
- Certains territoires sont plus dynamiques que d'autres, l'emploi total a augmenté sur cette période sur les zones d'emploi de :
  - Lille (+9,0% d'emplois entre 2007 et 2016 soit + 36 600 emplois)
  - Douai (+3,7%, soit + 2 900 emplois)
  - Boulogne-sur-Mer (+3,4%, soit + 2 000 emplois)
  - Flandres-Lys (+1,7%, soit + 650 emplois)
  - Lens-Hénin (+1,2%, soit + 1 300 emplois)
- Au contraire, plus de 5 000 emplois ont été perdus sur la période sur chacune des zones d'emploi de :
  - Roubaix-Tourcoing (- 9 400 emplois)
  - Cambrai (- 6 500 emplois)
  - Roissy-Sud Picardie (- 6 500 emplois)
  - Dunkerque (- 5 050 emplois)
  - Valenciennes (- 5 000 emplois)

### Nombre d'emplois sur la zone et évolution de l'emploi total entre 2007 et 2016



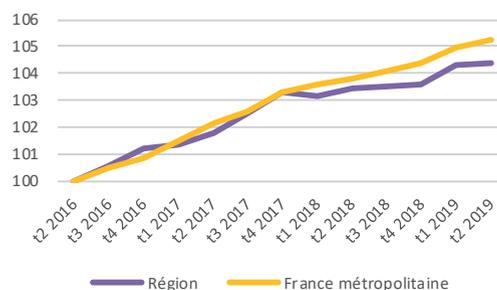
## La région Hauts-de-France compte plus de 2 millions d'emplois salariés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019<sup>29</sup>

- + 25 000 emplois salariés entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

### Plus de deux emplois sur cinq dans le secteur « Commerce, transport, hébergement-restauration et services divers »<sup>29</sup>

- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur tertiaire marchand (hors intérim) compte 831 500 emplois salariés
- A cette même période, on compte 72 000 emplois salariés intérimaires
- Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié augmente dans le secteur tertiaire marchand : + 29 200 emplois salariés et + 8 900 emplois intérimaires
- L'augmentation du nombre d'emplois dans ce secteur est proche du national

Evolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire marchand (+ intérim)

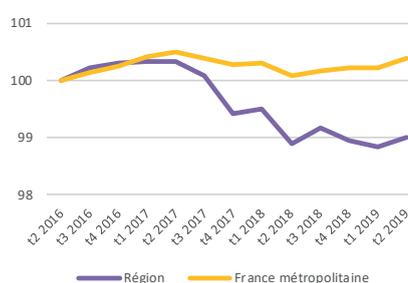


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

### Plus d'un tiers de l'emploi régional dans le secteur « Administration publique, enseignement, santé et action sociale »<sup>29</sup>

- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur tertiaire non marchand représente 712 000 emplois (salariés) en région
- Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'emploi salarié diminue sur le secteur tertiaire non marchand : - 7 240 emplois
- Alors qu'au niveau national, le nombre d'emplois reste stable, au niveau régional, il continue de diminuer et perd 1% entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019

Evolution du nombre d'emplois salariés dans le tertiaire non marchand

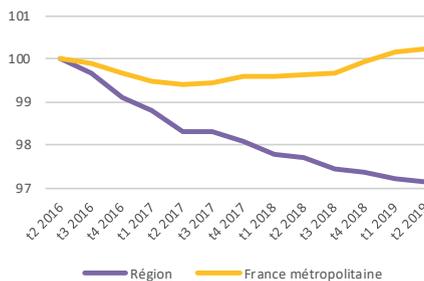


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

### L'emploi industriel en Hauts-de-France : un secteur économique historique qui tend à se réduire mais qui innove pour se renouveler<sup>29</sup>

- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de l'industrie représente 288 000 emplois salariés en région
- Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur industriel a perdu 8 500 emplois salariés.
- L'emploi salarié industriel reste très présent sur la région Hauts-de-France, du fait de son passé industriel. Le secteur se renouvelle et innove, notamment grâce aux pôles de compétitivité et parcs d'innovation (cf. page suivante)
- Néanmoins, contrairement au national, le secteur industriel continue de perdre des emplois salariés, excepté dans le secteur de l'industrie agroalimentaire

Evolution du nombre d'emplois salariés dans l'industrie

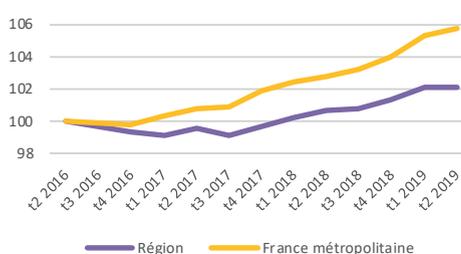


Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

### Rebond de l'emploi dans le secteur de la construction<sup>29</sup>

- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de la construction compte 108 000 emplois salariés en région
- Amorcée en 2017, la reprise de l'emploi salarié dans le secteur de la construction se concrétise. Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de la construction a gagné 2 300 emplois
- Cette tendance reste moins dynamique qu'au national

Evolution du nombre d'emplois salariés dans la construction



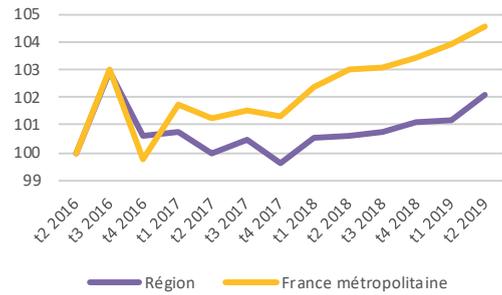
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee



## La région reste un espace agricole majeur<sup>30</sup>

- Plus de 25 000 exploitations agricoles ont leur siège en Hauts-de-France
  - -4% depuis 2010
- La surface agricole utilisée (SAU) couvre deux tiers du territoire régional, contre la moitié du territoire métropolitain
- La région Hauts-de-France est la première région de France en termes d'occupation du territoire par des terres cultivables (58 % de son territoire contre un tiers au national)
- Elle est notamment spécialisée dans la production de céréales, pommes de terre, betteraves. Elle concentre 59 % de la surface nationale plantée en pommes de terre.
- Au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le secteur de l'agriculture compte 21 360 emplois salariés en région<sup>29</sup>
- Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, l'agriculture a gagné 436 emplois salariés<sup>29</sup>

## Evolution du nombre d'emplois salariés dans l'agriculture



Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

## A travers 8 pôles de compétitivité, 12 parcs d'innovation et 32 clusters\*, la région Hauts-de-France conforte sa place sur l'économie innovante et intensifie la Recherche et le développement sur plusieurs secteurs



\* liste des clusters en Hauts-de-France disponible en annexe





## EMPLOIS SANITAIRES ET SOCIAUX<sup>3</sup>

### EMPLOIS SANITAIRES

#### 129 500 personnes occupent un emploi concerné par les formations paramédicales et de sages-femmes en Hauts-de-France

- Près des deux tiers de ces personnes occupent un emploi d'infirmier en soins généraux ou un emploi d'aide-soignant en Hauts-de-France

#### En Hauts-de-France, un quart de ces emplois sont occupés par de jeunes professionnels

- 24% de ces personnes en emploi ont moins de 30 ans (20% pour l'ensemble des personnes en emploi en région)
- La part de moins de 30 ans est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois :
  - Préparateurs en pharmacie (31% ont moins de 30 ans)
  - Infirmiers en soins généraux (27%)
  - Masseurs-kinésithérapeutes (27%)
  - Autres spécialistes de la rééducation (27%)

#### Une part de 60 ans ou plus moins importante qu'en moyenne régionale

- 3% de ces personnes en emploi ont 60 ans ou plus (4% en moyenne régionale)
- La part de 60 ans ou plus est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois de masseurs-kinésithérapeutes (9%)

### EMPLOIS SOCIAUX

#### 87 300 personnes occupent un emploi concerné par les formations sociales en Hauts-de-France

- Plus de la moitié de ces personnes occupent un emploi d'aides à domicile, aides ménagères et travailleurs familiaux en Hauts-de-France

#### En Hauts-de-France, une moindre proportion de jeunes occupe ces professions sociales

- 16% de ces personnes en emploi ont moins de 30 ans (20% en moyenne régionale)
- La part de moins de 30 ans est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois :
  - Educateurs de jeunes enfants (24% ont moins de 30 ans)
  - Moniteurs éducateurs (23%)
  - Aides médico-psychologiques (21%)
  - Assistants de service social (20%)
  - Conseillers en économie sociale et familiale (20%)

#### À l'inverse, la part des 60 ans ou plus est surreprésentée parmi ces personnes en emploi

- 5% de ces personnes en emploi ont 60 ans ou plus
- La part de 60 ans ou plus est plus importante qu'en moyenne régionale sur les emplois d'aides à domicile, aides ménagères et travailleurs familiaux (7%)

### ENTREPRISES OÙ S'INSÈRENT LES EMPLOIS CONCERNÉS PAR LE SCHÉMA RÉGIONAL DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

#### 80% des emplois concernés par les formations du schéma régional des formations sanitaires et sociales sont occupés dans des entreprises de deux secteurs d'activité :

- Activités pour la santé humaine
- Hébergement médico-social et action sociale sans hébergement





## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

En Hauts-de-France, entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le taux de chômage a nettement diminué pour atteindre son taux le plus bas depuis 10 ans (10,4%). Sur cette période, le taux de chômage diminue plus fortement en Hauts-de-France qu'en France métropolitaine (-1,6 pt contre -1,4 pt).

En région comme en France, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) a augmenté jusque début 2018 et la tendance s'est inversée en 2018-2019. La région est dans une dynamique plus favorable qu'au niveau national.

Globalement, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a diminué tandis que le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmente. Ces évolutions sont plus favorables en région qu'au national. La part de demandeurs d'emploi de longue durée augmente en région de façon moins significative qu'en France métropolitaine.

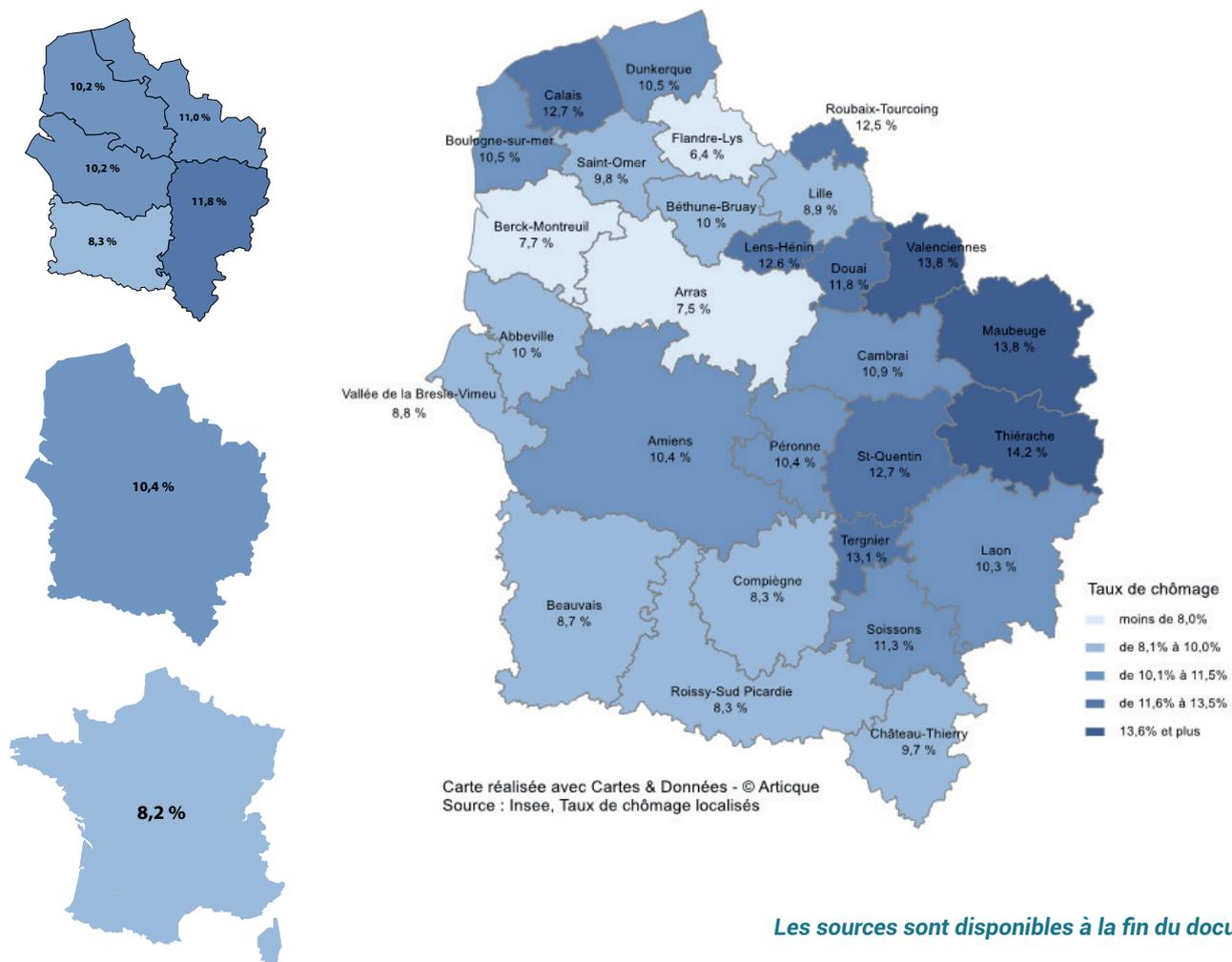
### 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 : le taux de chômage le plus bas depuis 10 ans<sup>31</sup>

- Le taux de chômage atteint 10,4% de la population active de la région Hauts-de-France, soit son taux le plus bas depuis le deuxième trimestre 2009
- Il reste néanmoins le taux de chômage le plus élevé de France métropolitaine (8,2% en France métropolitaine)

### Dans les 5 départements régionaux, le taux de chômage diminue mais reste supérieur à la moyenne nationale<sup>31</sup>

- Le taux de chômage de l'Aisne est de 11,8%. Il est particulièrement important sur la zone d'emploi de Thiérache (14,2%)
- Pour le département du Nord, le taux est de 11,0%. Les zones d'emploi de Maubeuge et Valenciennes sont particulièrement touchées (13,8%)
- Les autres départements ont un taux de chômage inférieur à la moyenne régionale : 10,2% pour le département du Pas-de-Calais et celui de la Somme.
- L'Oise est le département ayant un taux de chômage proche du taux national : il est de 8,3%.

### Taux de chômage localisés au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 en Hauts-de-France



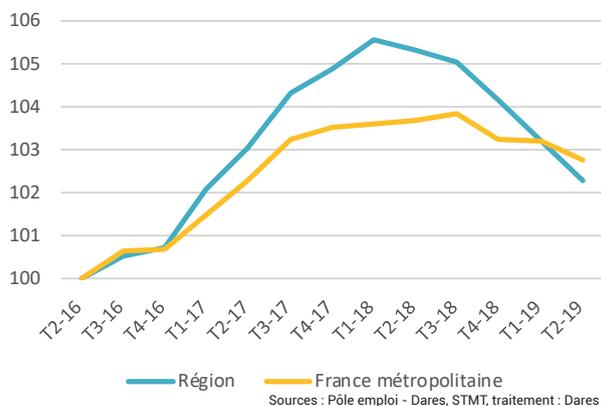
Les sources sont disponibles à la fin du document



## 583 930 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019<sup>32</sup>

- Soit 10,5% des demandeurs d'emploi cat. ABC de France métropolitaine
- Le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté jusqu'à début 2018 puis la tendance s'est inversée en 2018-2019. Ces évolutions (à la hausse, comme à la baisse) sont plus prononcées en région qu'au national. De plus, elles ne se font pas sur les mêmes temporalités : la tendance à la baisse du nombre de demandeurs d'emploi a démarré plus tôt en région (au 1<sup>er</sup> trimestre 2018) qu'en France métropolitaine (au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018).
  - +5,6% de demandeurs d'emploi ABC entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 (+3,9% en France métropolitaine entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018)
  - -3,1% de demandeurs d'emploi ABC entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019 (-1,1% en France métropolitaine entre le 3<sup>ème</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019)

### Evolution du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois cat. ABC



- 49,7% d'hommes, 50,3% de femmes
  - En France Métropolitaine : 48,0% d'hommes et 52,0% de femmes
- Les demandeurs d'emploi ABC de moins de 25 ans sont surreprésentés en région
  - 15,7% des demandeurs d'emploi ont moins de 25 ans en région ; 13,1% en France Métropolitaine
  - Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans a diminué de -6,6% contre -5,1% au national
- Plus d'un demandeur d'emploi sur cinq a 50 ans ou plus
  - 23,4% ont 50 ans ou plus en région ; 25,8% ont 50 ans ou plus en France Métropolitaine
  - Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus augmente en région (+10,6%) mais dans une moindre proportion qu'au national (+11,7%).
- Plus de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis un an ou plus
  - 51,2% sont inscrits à Pôle emploi depuis un an ou plus en région, 47,5% en France Métropolitaine
  - Entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2016 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, la part de demandeurs d'emploi de longue durée augmente en région de façon moins significative qu'en France métropolitaine (+1,8 pt contre +2,4 pts au national).

## 537 110 offres d'emploi diffusées entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2018 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019<sup>33</sup>

- 6 offres d'emploi diffusées par Pôle emploi sur 10 sont des contrats de plus de 6 mois
  - 54% sont des offres d'emploi en CDI et 6% sont des CDD de plus de 6 mois
  - 16% sont des CDD de 1 à 6 mois, 3% des CDD de moins d'un mois et 21% des contrats spécifiques (intérim, intermittents ou saisonniers)
- 3 familles de métiers concentrent 46% des offres d'emploi diffusées :
  - Commerce, vente et grande distribution (17%)
  - Support à l'entreprise (15%)
  - Services à la personne et à la collectivité (14%)
- 6 métiers concentrent 15% des offres d'emploi diffusées :
  - Comptabilité
  - Assistance auprès d'enfants
  - Magasinage et préparation de commandes
  - Assistanat commercial
  - Conduite de transport de marchandises sur longue distance
  - Assistance auprès d'adultes

## Un établissement sur 5 prévoit de réaliser au moins un recrutement en 2019<sup>34</sup>

- 203 846 projets de recrutement, 49,0% sont jugés difficiles
- 142 638 projets de recrutement non saisonniers
- Près des 2/3 des projets de recrutement dans le secteur des services dont la majorité dans :
  - services scientifiques, techniques administratifs et de soutien : nettoyage, sécurité, centres d'appel, études techniques...
  - santé humaine et l'action sociale
  - transports et entreposage
  - autres activités de services : associations, soin à la personne, activité de réparation





## MARCHÉ DU TRAVAIL SANITAIRE ET SOCIAL

### 46 800 demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant ou non exercé une activité (catégories A, B, C) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019<sup>32</sup>

- 91% de femmes, 9% d'hommes
- Surreprésentation des demandeurs de 50 ans ou plus par rapport à la moyenne (30% contre 24%)
- Plus de la moitié des demandeurs sont inscrits depuis un an ou plus (54%)

### 36 690 demandeurs d'emploi dans le secteur social et 10 110 dans le secteur sanitaire<sup>32</sup>

### 30 400 offres d'emploi diffusées entre juillet 2018 et juin 2019 pour les métiers sanitaires et sociales (18 530 offres d'emploi diffusées dans le social et 11 870 offres d'emploi diffusées dans le secteur sanitaire)<sup>33</sup>

- 61% sont des offres d'emploi en CDI et 10% sont des CDD de plus de 6 mois

### Les 5 premiers métiers\* recherchés concentrent 72% des offres d'emploi diffusées<sup>33</sup>

- 28% - Assistance auprès d'adultes (ex : accompagnant éducatif et social, auxiliaire de vie...)
- 17% - Services domestiques (ex : aide à domicile, aide ménager, employé de ménage, employé de maison...)
- 12% - Soins d'hygiène, de confort du patient (ex : aide-soignant...)
- 10% - Soins infirmiers généralistes (ex : infirmiers...)
- 4% - Intervention socioéducative (ex : Educateur spécialisé...)

### Des projets de recrutement en constante augmentation depuis 2016<sup>34</sup>

- Près de 28 900 projets de recrutement déclarés en 2019 par les établissements du secteur « Santé humaine et action sociale », soit 12 000 projets de recrutement supplémentaires comparé à 2016
- Ce secteur pèse 14% des projets de recrutement régionaux
- Les établissements de ce secteur prévoient notamment de recruter :
  - 6 336 aides-soignants
  - 5 428 aides à domicile et aides ménagères
  - 2 503 professionnels de l'animation socioculturelle : 2 503 projets de recrutement en 2019, 36% jugés difficiles et 75% saisonniers
  - Infirmiers : 2 041 projets de recrutement en 2019, dont 45% jugés difficiles
  - Agents de service hospitaliers : 1 556 projets de recrutement en 2019
  - Educateurs spécialisés : 1 483 projets de recrutement, dont 41% jugés difficiles

### Des projets de recrutement jugés un peu plus difficiles à réaliser qu'en moyenne régionale<sup>34</sup>

- 51% des projets de recrutement sur ce secteur sont jugés difficiles (49% pour l'ensemble des secteurs en région)
- Par rapport à la moyenne du secteur, les projets de recrutement suivants sont jugés plus difficiles :
  - Aide à domicile et aides ménagères
  - Aide-soignant





## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

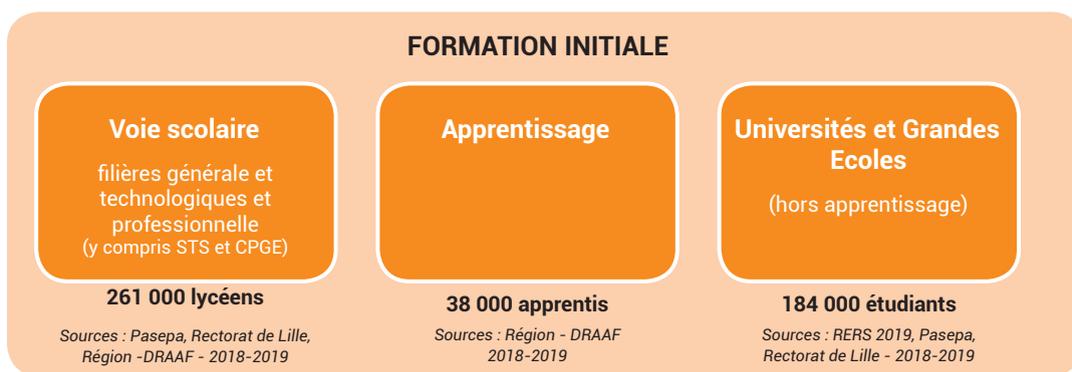
Sous les effets conjugués d'une évolution démographique et d'une dynamique positive de l'apprentissage et des poursuites d'études, on note depuis 2016, des variations des effectifs en formation initiale : -2 000 en voie scolaire, + 4 300 apprentis et +6 000 étudiants en universités et grandes écoles (hors apprentissage)\*.

La proportion d'élèves s'orientant vers les formations professionnelles reste plus importante en région qu'en France mais l'écart tend à se réduire. Sous l'effet de la réforme du lycée professionnel, le taux de passage des 3<sup>èmes</sup> vers la voie professionnelle a connu un léger regain en 2018 après avoir régulièrement diminué au profit de l'orientation vers la seconde générale et technologique depuis 2014.

Entre 2016 et 2018, le taux de réussite au baccalauréat est conforté en région, l'écart avec le national se réduit.

La proportion de bacheliers poursuivant des études dans l'enseignement supérieur est en augmentation. La poursuite d'études des bacheliers professionnels en BTS reste plus importante en région qu'au national et continue d'augmenter tandis que le taux de poursuite d'études des bacheliers technologiques en IUT suit cette même tendance pour se rapprocher du taux national.

Le taux d'emploi 7 mois après la sortie de formation reste inférieur à la moyenne nationale et varie selon les niveaux de formation.

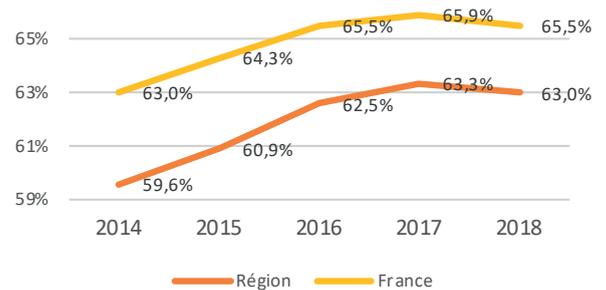


## ORIENTATION

**Près de 6 élèves de 3<sup>ème</sup> sur 10 s'orientent vers une seconde générale et technologique : l'écart entre le taux régional et le taux national se réduit<sup>35</sup>**

- 63% des élèves de 3<sup>ème</sup> de la région s'orientent vers une seconde générale et technologique (65,5% en France)
- Sous l'effet de la réforme du lycée professionnel visant à revaloriser la voie professionnelle, le taux de passage des 3<sup>èmes</sup> vers la seconde générale et technologique a connu une inflexion en 2018 après avoir progressé régulièrement depuis 2014.
- L'écart entre le taux régional et le taux national se réduit, passant de 3,4 points en 2014 à 2,5 points en 2018.

Taux de passage post 3<sup>ème</sup> vers la 2<sup>nde</sup> GT

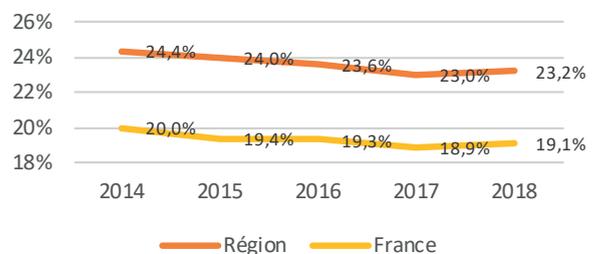


Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (APAE)

**L'orientation vers la voie professionnelle reste marquée en région<sup>35</sup>**

- En 2018, 23,2% des élèves scolarisés en 3<sup>ème</sup> à la rentrée 2017 sont passés en 2<sup>nde</sup> professionnelle (19,1% au national).
- La poursuite en voie professionnelle a connu un léger regain sous l'effet de la politique de revalorisation de la voie professionnelle.

Taux de passage post 3<sup>ème</sup> vers la 2<sup>nde</sup> professionnelle



Source : Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (APAE)

\* L'évolution du nombre d'étudiants est également due à l'amélioration du système d'information SISE qui couvre de mieux en mieux le champ « Universités et Grandes Ecoles ».

Les sources sont disponibles à la fin du document



## STRUCTURE ET TAUX DE REUSSITE DES BACHELIERS

### En 2018, en Hauts-de-France, la répartition des élèves selon le type de bac préparé se rapproche de la répartition nationale<sup>36</sup>

- 50% des élèves préparent un bac général (54% au national)
  - L'écart avec le national se réduit (-5,4 pts en 2016 ; -4,8 pts en 2018)
- 29% des élèves préparent un bac professionnel (24% au national)
  - L'écart avec le national se réduit (+5,4 pts en 2016 ; + 4,8 pts en 2018)
- 21% des élèves préparent un bac technologique (part équivalente au national)
  - Cette proportion reste stable et équivalente à celle du national par rapport à 2016
- En 2017, sur les 22 académies de France métropolitaine, l'académie d'Amiens a le plus faible taux d'espérance pour un élève de 6<sup>ème</sup> d'obtenir le bac, l'académie de Lille a le 3<sup>ème</sup> taux le plus faible de France métropolitaine

### Entre 2016 et 2018, le taux de réussite au baccalauréat est conforté en région, l'écart avec le national se réduit<sup>37</sup>

- En Hauts-de-France en 2018, 87,0% des élèves qui se sont présentés au baccalauréat ont été reçus à cet examen (88,2% en France).
  - Soit -0,1 pt entre 2016 et 2018 (-0,4 pt en France)
- 90% des candidats au baccalauréat général ont obtenu leur examen (91% au national)
- 88,4% des candidats au baccalauréat technologique ont obtenu leur examen (88,8% au national)
- 81,6% des candidats au baccalauréat professionnel ont obtenu leur examen (82,8% au national)

## POURSUITE D'ETUDES DES BACHELIERS

### Le taux de poursuite d'études des bacheliers dans l'enseignement supérieur augmente<sup>38</sup>

- En 2018, 78% des bacheliers poursuivent des études dans l'enseignement supérieur (80% en France), soit une augmentation de 0,7 pt en un an

### Un bachelier technologique de la région Hauts-de-France sur dix s'inscrit en IUT après l'obtention de son baccalauréat<sup>39</sup>

- En 2017, les néo-bacheliers technologiques de la région représentent 34% des inscrits en 1<sup>ère</sup> année de DUT en Hauts-de-France contre 31 % au plan national.
- Depuis la promulgation de la Loi sur l'Enseignement supérieur et la Recherche en 2013, la proportion de bacheliers technologiques en IUT a progressé de 4,5 points. Le taux de poursuite d'études en IUT tend à se rapprocher du taux national.

### Trois bacheliers professionnels de la région Hauts-de-France sur dix poursuivent leurs études en section de technicien supérieur (STS)<sup>40</sup>

- En 2017, les néo-bacheliers professionnels représentent 43% des inscrits en STS en Hauts-de-France contre 36% en France
- En 2018, la poursuite d'études des bacheliers professionnels en BTS reste plus importante en région qu'au national et continue d'augmenter pour atteindre 36,1% en région (+2,7 pts en un an) et 31,9% au national (+1,7 pt en un an)<sup>38</sup>

## APPRENTISSAGE

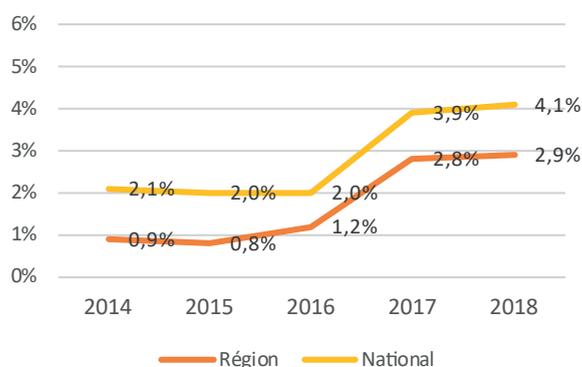
### L'orientation vers l'apprentissage se développe<sup>41</sup>

- 2,9% des élèves scolarisés en 3<sup>ème</sup> à la rentrée 2017 sont en formation en apprentissage fin 2018.
- La poursuite d'études en apprentissage après la 3<sup>ème</sup> a fait un bond significatif en 2017 au plan régional comme au plan national. Elle reste néanmoins moins fréquente en région qu'au national (-1,2 pt comparé au national)

### En 2018, 38 033 apprentis sont inscrits dans l'un des 45 CFA régionaux<sup>42</sup>

- + 4 300 apprentis entre 2016 et 2018
- 37% des apprentis sont inscrits en CAP -BP et MC niveau V
- 23% des apprentis sont inscrits en Bac pro, MC niveau IV et BMA
- 40% des apprentis sont inscrits dans l'enseignement supérieur

Part des élèves de 3<sup>ème</sup> inscrits en apprentissage l'année suivante



Source : Rectorat de Lille - Pasesa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité, Système d'information SIFA (APAE)

## INSERTION SUITE A UNE FORMATION EN VOIE SCOLAIRE OU EN APPRENTISSAGE

### Le taux d'emploi reste inférieur en région comparé au national. Il varie selon le niveau de diplôme en voie scolaire comme en apprentissage<sup>43</sup>

- En 2018 en voie scolaire :
  - 24% des formés de niveau CAP sont en emploi sept mois après leur sortie de formation (32% au national)
  - 39% des formés de niveau bac pro sont en emploi sept mois après leur sortie de formation (48% au national)
  - 60% des formés de niveau supérieur au bac sont en emploi sept mois après leur sortie de formation (66% au national)
- En 2018 en apprentissage :
  - 59% des formés de niveau CAP sont en emploi sept mois après leur sortie de CFA (63% au national)
  - 75% des formés de niveau Bac pro sont en emploi sept mois après leur sortie de CFA (72% au national)
  - 82% des formés de niveau supérieur au bac sont en emploi sept mois après leur sortie de CFA (81% au national)

### **L'offre de formation de l'enseignement supérieur en Hauts-de-France est particulièrement attractive<sup>44</sup>**

- Après l'obtention du baccalauréat, un étudiant de France métropolitaine sur dix s'inscrit dans un établissement d'enseignement supérieur des Hauts-de-France.
  - soit la 3<sup>ème</sup> région la plus attractive, derrière Auvergne-Rhône-Alpes et Île-de-France.
- En revanche, peu de néo-bacheliers des Hauts-de-France quittent la région pour étudier en première année de l'enseignement supérieur (8%, soit la part la plus faible de France de province).

### **En 2018, 196 000 étudiants (apprentis inclus) sont inscrits en université ou grandes écoles en Hauts-de-France (hors CPGE et STS)<sup>45</sup>**

- Ces étudiants des Hauts-de-France représentent 8,5% des étudiants de France métropolitaine
- 63% de ces étudiants sont inscrits à l'Université (68% en France métropolitaine)
- Les effectifs des formations d'ingénieurs sont surreprésentés : 8,3% en région contre 7,0% en France métropolitaine.



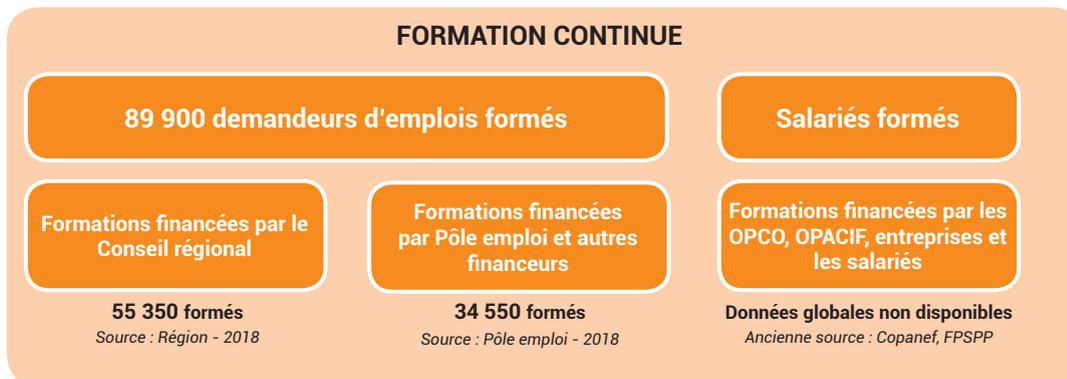
# FORMATION CONTINUE

## QUELLES ÉVOLUTIONS DEPUIS LA SIGNATURE DU CPRDFOP ?

Les partenariats régionaux ont été renforcés pour développer l'effort de formation des demandeurs d'emploi pour atteindre près de 90 000 demandeurs d'emploi formés en Hauts-de-France en 2018.

La signature, début 2019, entre l'Etat et la Région du Pacte Régional d'Investissement dans les compétences Hauts-de-France doit permettre d'améliorer quantitativement et qualitativement la qualification des personnes peu ou pas qualifiées afin de faciliter l'accès à l'emploi. Le Pacte devrait permettre, via un effort conjoint Etat – Région, de former chaque année au moins 52 000 personnes éloignées de l'emploi.

Les résultats de l'enquête conduite par Pôle emploi et le Conseil régional montrent que 50% des stagiaires accèdent à un emploi six mois après la fin de leur formation, les deux tiers d'entre eux sont en emploi durable.



**En 2018, on recense 89 900 formés :**

→ **55 350 personnes ont été formées via le Programme Régional de Formation du Conseil Régional Hauts-de-France<sup>46</sup>, dont :**

- 53% sont des hommes
- 30% ont moins de 26 ans
- 85% ont un niveau infra bac
- 37% sont demandeurs d'emploi de longue durée (plus d'un an)

→ **34 550 demandeurs d'emploi ont été formés (hors formation financées par le Conseil régional)<sup>47</sup> dont :**

- 60% sont des hommes
- 27,5% ont moins de 26 ans
- 46% ont un niveau de formation infra bac
- 22% sont demandeurs d'emploi de longue durée

**La complémentarité des financeurs de formations permet de répondre aux besoins de publics différents.**

- Les formations du PRF visent principalement les publics peu qualifiés (85% d'entre eux ont un niveau infra bac) et les plus éloignés de l'emploi (37% sont des demandeurs d'emploi longue durée).
- Près de la moitié des formations de Pôle emploi (ou autres financeurs) sont à destination des publics bac et supra et concernent majoritairement des demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an (78%)

**Selon l'enquête commune entre le Conseil régional et Pôle emploi, 1 stagiaire sur 2 accède à un emploi six mois après la fin de la formation<sup>48</sup>**

- L'accès à l'emploi, six mois après la fin de formation, varie selon :
  - L'âge : 50% des demandeurs d'emploi de moins de 30 ans sont à l'emploi contre 40% des plus de 50 ans.
  - L'ancienneté dans le chômage : 53% des demandeurs inscrits depuis moins de 6 mois avant l'entrée en formation sont à l'emploi contre 43% des demandeurs d'emploi de longue durée.
  - Le niveau de diplôme : 57% des demandeurs d'emploi diplômés au moins d'un BAC +2 sont à l'emploi contre 43% des demandeurs d'emploi non diplômés.

**Près de 6 sur 10 sont en emploi durable (CDI, CDD +6 mois ou intérim +6 mois), parmi les stagiaires en emploi 6 mois après la fin de formation<sup>48</sup>**

- Pour plus d'un tiers d'entre eux, il s'agit d'un contrat à durée indéterminée.
- Pour obtenir un emploi après leur formation, près d'un tiers de stagiaires ont fait des concessions allant de la baisse de salaire aux horaires particuliers, au temps de travail ainsi qu'à la durée de trajet.
- Pour la majorité des stagiaires, l'emploi occupé est bien en lien avec la formation suivie.

*Les sources sont disponibles à la fin du document*

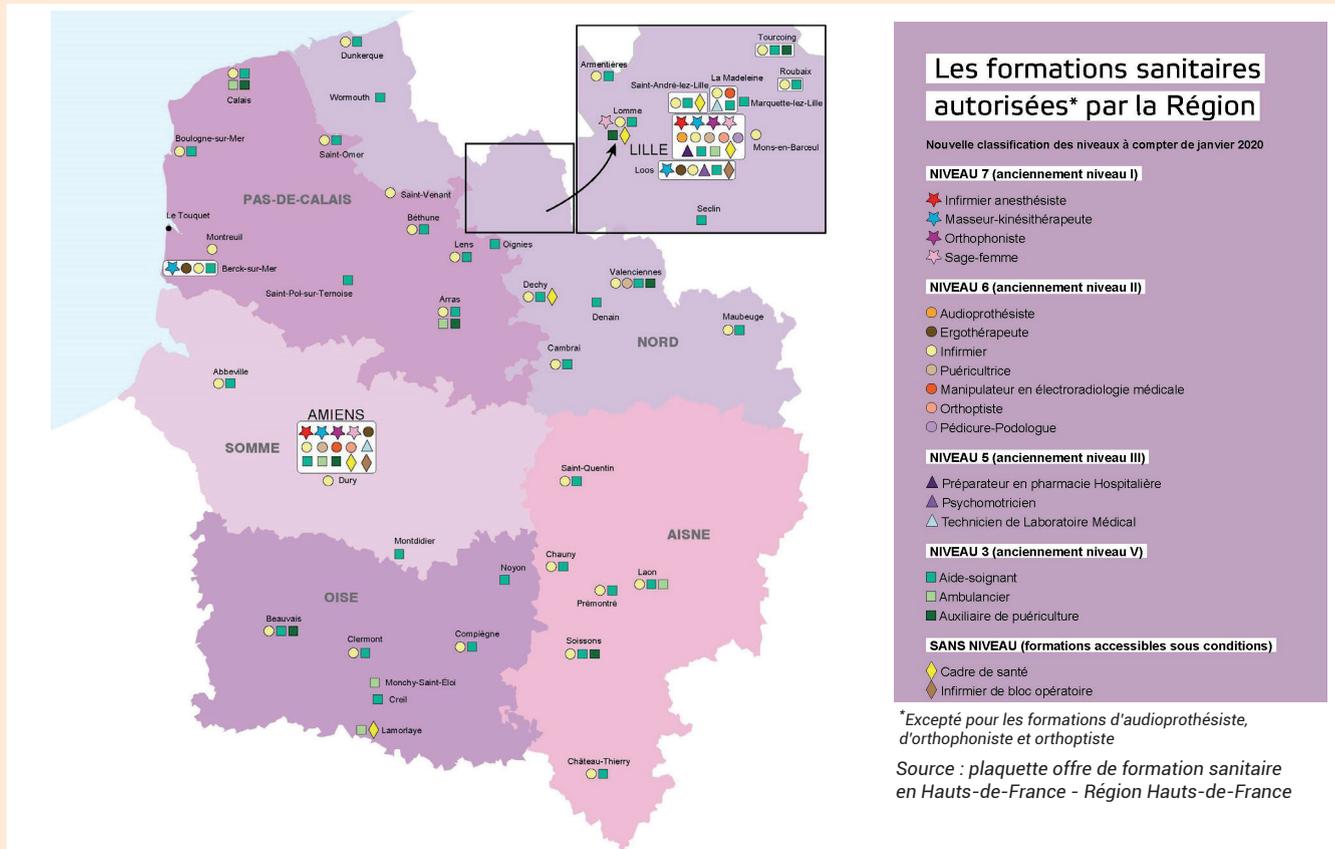




## FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES<sup>49</sup>

### 122 formations paramédicales et de sage-femme autorisées en région Hauts-de-France

- L'intégralité des 13 formations paramédicales et sage-femme nationales est disponible en Hauts-de-France
- Ouverture d'une formation « Audioprothésistes » à Lille en septembre 2019



### 16 578 inscrits en formation paramédicales et de sage-femme

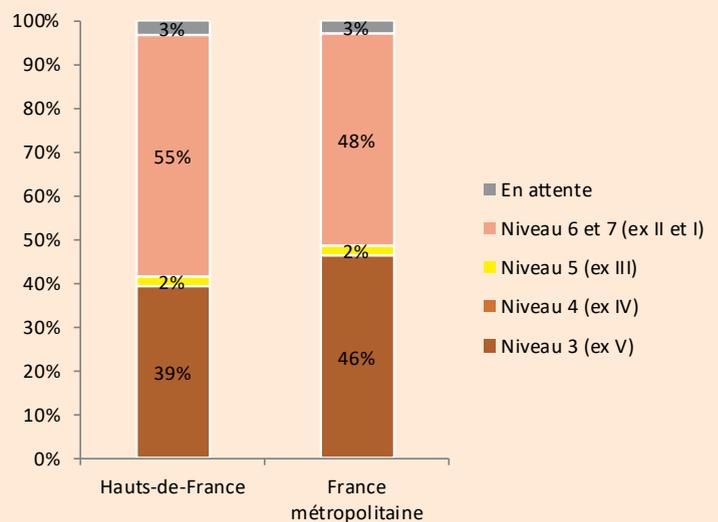
- 10,8% des inscrits de France métropolitaine
  - derrière Ile-de-France (30 946 inscrits totaux)
  - et Auvergne-Rhône-Alpes (18 940 inscrits totaux)

Un taux d'abandon faible : 5,17% en 2017

En 2017, 6 282 personnes sont diplômées d'une formation sanitaire

- soit un taux de réussite au diplôme de 88%

### Répartition des diplômés du sanitaire par niveau de diplôme

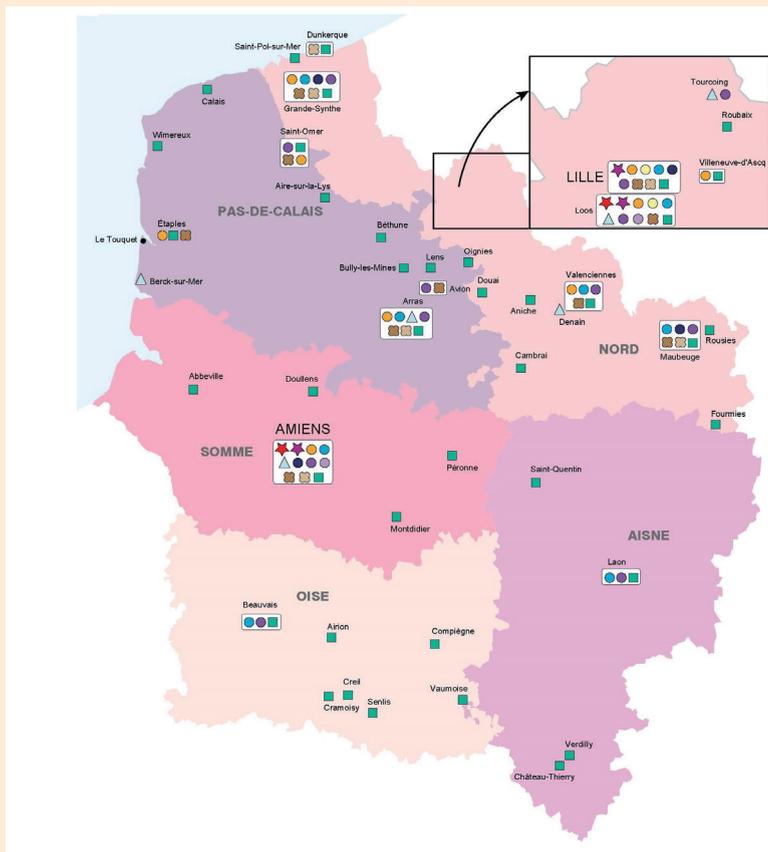


Source : DRESS, enquête Ecoles 2016-2017



## 67 formations sociales agréées en région Hauts-de-France

- L'intégralité des 13 formations sociales nationales est disponible en Hauts-de-France



### Les formations sociales agréées par la Région

**Nouvelle classification des niveaux à compter de janvier 2020**

**NIVEAU 7 (anciennement niveau I)**

- ★ Certificat d'aptitude aux fonctions de directeur d'établissement ou de service d'intervention sociale (CAFDES)
- ✦ Ingénierie sociale (IS)

**NIVEAU 6 (anciennement niveau II)**

- Assistant de service social (ASS)
- Educateur de jeunes enfants (EJE)
- Educateur spécialisé (ES)
- Educateur technique spécialisé (ETS)
- Fonction d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale (CAFERUIS)
- Médiateur familial (MF)

**NIVEAU 5 (anciennement niveau III)**

- △ Conseiller en économie sociale et familiale (CESF) - Changement de niveau à compter de la rentrée 2020

**NIVEAU 4 (anciennement niveau IV)**

- Moniteur éducateur (ME)
- Technicien d'intervention sociale et familiale (TISF)

**NIVEAU 3 (anciennement niveau V)**

- Accompagnant éducatif et social (AES)

Source : plaquette offre de formation sociale en Hauts-de-France - Région Hauts-de-France

## 6 201 inscrits en formation sociale

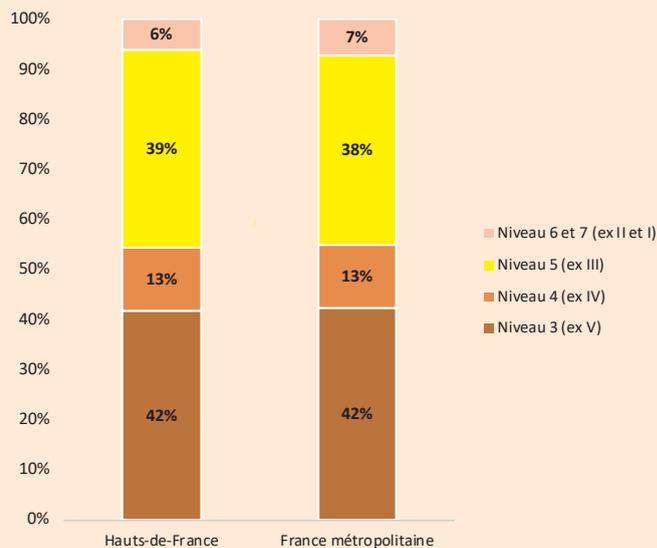
- 10,6% des inscrits de France métropolitaine
  - derrière Ile-de-France (12 022 inscrits totaux)
  - et Auvergne-Rhône-Alpes (7 631 inscrits totaux)

Un taux d'abandon faible : 3,13% en 2017

En 2017, 2 473 personnes sont diplômées d'une formation sociale

- soit un taux de réussite au diplôme de 75%

## Répartition des diplômés du social par niveau de diplôme

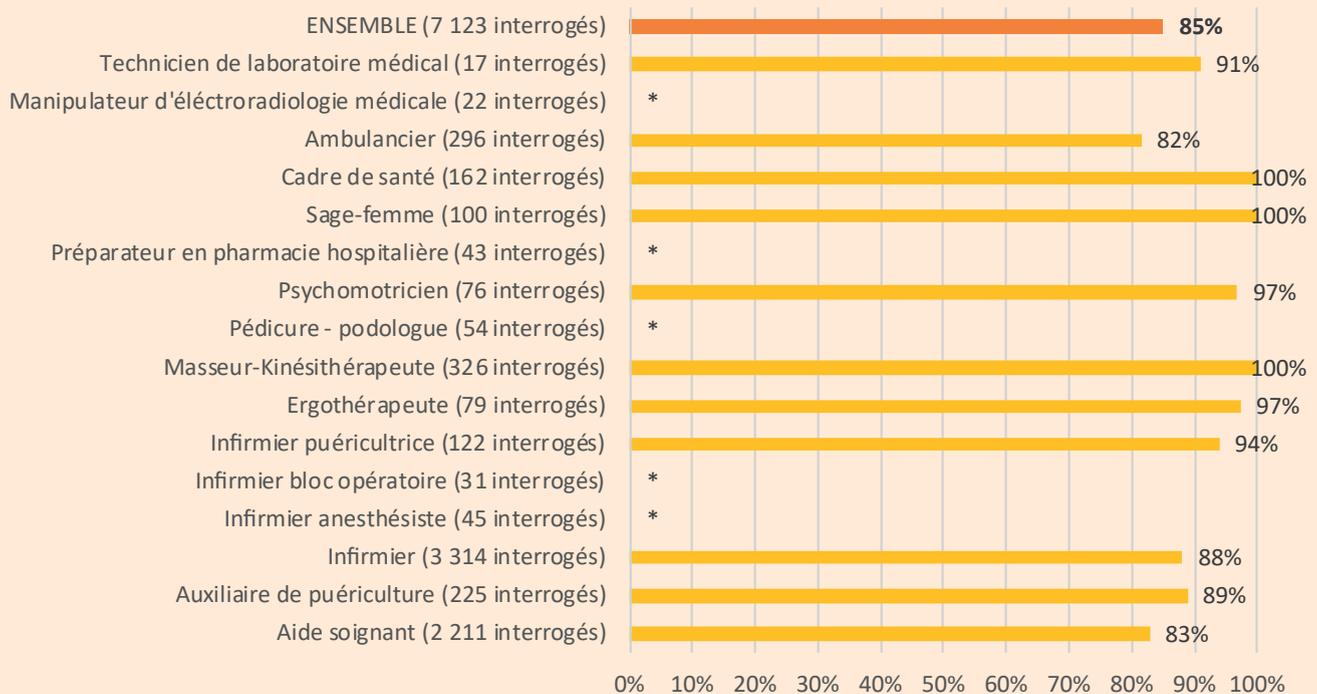


Source : DRESS, enquête Ecoles 2016-2017



## 85% des sortants d'une formation sanitaire de 2017 sont en emploi un an après leur formation<sup>50</sup>

### Part en emploi un an après une formation sanitaire

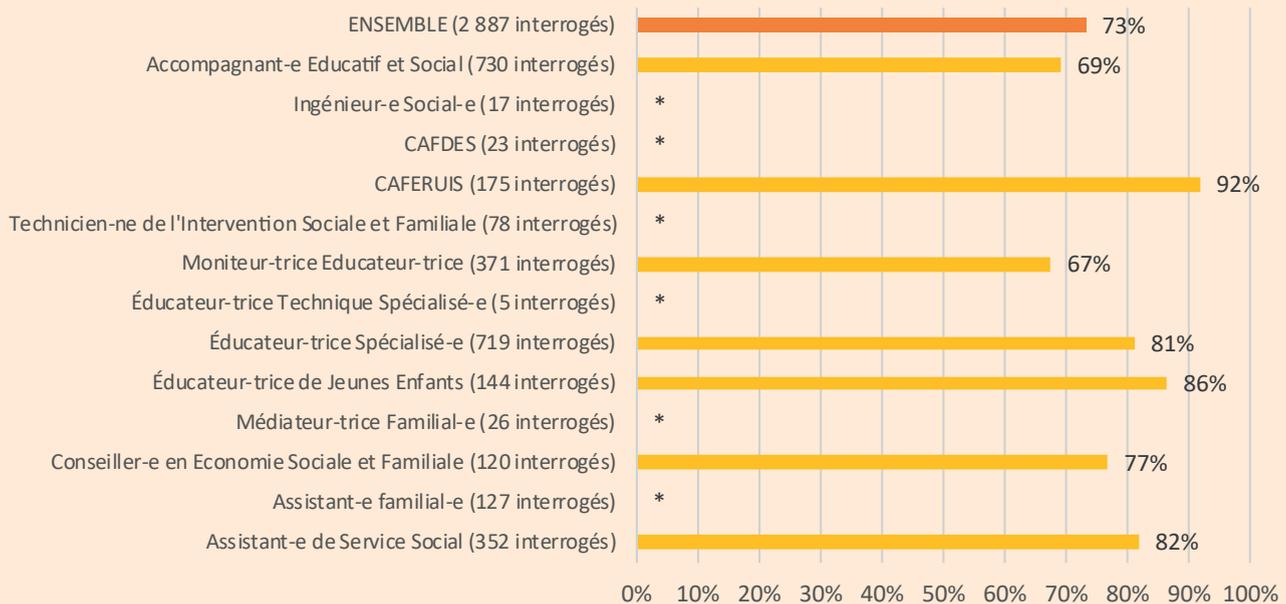


\* Nombre de répondants ou taux de réponse insuffisant

Source : Formations sanitaires et sociales 2017 - Enquête d'insertion à un an réalisée par la Région en 2018

## 73% des sortants d'une formation sociale en 2017 sont en emploi un an après leur formation<sup>50</sup>

### Part en emploi un an après une formation sociale



\* Nombre de répondants ou taux de réponse insuffisant

Source : Formations sanitaires et sociales 2017 - Enquête d'insertion à un an réalisée par la Région en 2018



## SOURCES (cliquez pour accéder au contenu)

- 1 Catherine Barkovic, Cyril Gicquiaux (Insee), « Le contraste entre pôles d'emploi et zones à dominante résidentielle s'accroît en 10 ans », Insee Analyses Hauts-de-France, n°98, septembre 2019
- 2 Atlas de la nouvelle région Tome 4 « La région en mouvement » p.19
- 3 INSEE, RP 2016
- 4 INSEE Hauts-de-France : Edwige Crocquey, Fabrice Mille, Adeline Roszak, « L'emploi frontalier des Hauts-de-France vers la Belgique : une attractivité modérée et contrastée », Insee Analyses, n°94, mars 2019
- 5 SNCF Open Data
- 6 Union des aéroports français, Résultats d'activité 2018 des aéroports français – Statistiques de trafic
- 7 Région Hauts-de-France, «TGV Roissy-Picardie : le dossier avance à grande vitesse», 01/02/2018
- 8 Région Hauts-de-France, «Canal Seine-Nord Europe»
- 9 Région Hauts-de-France, « Calais Port 2015 : le chantier officiellement lancé », 28/09/2016
- 10 Mission Attractivité Hauts-de-France – Comité Régional du Tourisme et des Congrès, Les chiffres-clés du tourisme en Hauts-de-France, Edition juin 2019
- 11 DRJSCS Hauts-de-France [consulté le 16-09-2019 → Equipements sportifs]
- 12 Ministère en charge des sports - RES (16/09/2019)
- 13 ARS & OR2S, Diagnostic territorialisé des Hauts-de-France, 28 février 2019
- 14 INSEE, Audrey Baëhr & Élisabeth Cuchère, « Un temps d'accès à l'hôpital le plus faible de France métropolitaine, mais des disparités entre les territoires », Insee Analyses, n°80, juin 2018
- 15 INSEE, RP 2011 et 2016, exploitation principale
- 16 Audrey Baëhr & Laure Leroy, Insee Hauts-de-France, « Population des Hauts-de-France : la région quitte le trio de tête à l'horizon 2050 », Insee Analyses Hauts-de-France, n° 50, juin 2017
- 17 MENJ-DEPP, ministère des armées-DSNJ, « Journée défense et citoyenneté 2018 : plus d'un jeune Français sur dix en difficulté de lecture », Note d'information, n°19.20, juin 2019
- 18 INSEE, État civil, Estimations de population (données 2018 provisoires et données 2017 définitives - données provisoires pour les taux de mortalité, données définitives pour les décès)
- 19 INSEE, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) - 2015
- 20 CNAF, MSA, Pôle Emploi ; fichier national des assedic ; FSV (Fonds solidarité Vieillesse) et enquête DREES auprès de la CNAV, du RSI, de la MSA, de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), de l'établissement national des invalides de la marine (ENIM), de la SNCF, de la caisse d'assurance vieillesse, invalidité et maladie des cultes (CAVIMAC) pour la France métropolitaine ; Insee, estimations de population au 01/01/18
- 21 CNAF, MSA, 31-12-2017
- 22 CAF – Fileas – Décembre 2018
- 23 Données CNAMTS, RSI, CCMSA, Calculs Fonds CMU Décembre 2018 ; Insee, estimations de population au 01/01/2017
- 24 DREES, Enquête Aide sociale 2017, Insee, RP 2015
- 25 INSEE, comptes régionaux (données 2015)
- 26 INSEE, CLAP (connaissance locale de l'appareil productif), Établissements actifs au 31 décembre 2015, ensemble des activités
- 27 INSEE, « Bilan économique 2018 : Une année globalement positive malgré quelques déceptions », Insee Conjoncture n°18, juin 2019
- 28 Insee, estimations d'emploi localisées 2007 et 2016
- 29 Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles AcoSS-Urssaf, Dares, Insee
- 30 AGRESTE Hauts-de-France, Le panorama du monde agricole, forestier et agroalimentaire – Edition 2018
- 31 Insee - Taux de chômage localisés et taux de chômage au sens du BIT (données CVS)
- 32 Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares
- 33 Pôle emploi, Fichier des offres d'emploi, Données brutes : offres d'emploi diffusées en région Hauts-de-France
- 34 Pôle emploi – Crédoc, enquête BMO « Besoin en Main-d'Ouvre » 2019
- 35 Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité (APAE)
- 36 Rectorat de Lille - Pasepa -MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité et enquête n°16 auprès des établissements privés hors contrat
- 37 MENJ-DEPP, Système d'information Ocean ; MAA.
- 38 Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité, Système d'information Sise
- 39 Ourdouillie Loïc, Rectorat de Lille – Pasepa, « La poursuite en IUT des bacheliers technologiques de 2017 des Hauts-de-France », Education et statistiques En bref, n°1, mai 2019
- 40 Ourdouillie Loïc, Rectorat de Lille – Pasepa, « La poursuite en STS des bacheliers professionnels de 2016 des Hauts-de-France », Education et statistiques Analyses, n°5, mai 2019
- 41 Rectorat de Lille - Pasepa - MENJ-MESRI, Système d'information Scolarité, Système d'information SIFA (APAE)
- 42 Base de données Conseil régional, DRAAF – année scolaire 2018-2019
- 43 MENJ-MESRI, enquête IVA-IPA 2018, traitement : Rectorat de l'Académie de Lille
- 44 Yohan Baillieul, Mickaël Bréfort, Laure Leroy, Insee, « Entrée dans l'enseignement supérieur : plus de mobilités avec les autres académies à Amiens qu'à Lille », Insee Analyse Hauts-de-France, n°79, 14/06/2018
- 45 MENJ-MESRI- DEPP, « Repères et références statistiques 2019 », p155
- 46 Conseil régional – personnes formées en 2018
- 47 Pôle emploi, demandeurs d'emploi formés en 2018 (hors formations financées par le Conseil régional)
- 48 Enquête sortants de formation Hauts-de-France – Conseil régional– Pôle emploi
- 49 DREES, enquête Écoles 2016 – 2017
- 50 Formations sanitaires et sociales 2017 - Enquête d'insertion à un an réalisée par la Région en 2018



## LISTE DES CLUSTERS HAUTS-DE-FRANCE

Cluster	Secteur	Ville
Agroé	Pôle d'excellence agroalimentaire	CAMBRAI
Agro-Sphères	Agro-alimentaire	AMIENS
AIF	Réseau des compétences ferroviaires	FAMARS
Altytud	Cluster aéronautique	ALBERT
Amiens Cluster	E-santé, Numérique et Energie	AMIENS
ARIA	Filière Industrielle Automobile	FAMARS
CD2E	Eco-transition	LOOS-EN-GOHELLE
CITC - EuraRFID	Technologies émergentes	LILLE
Club Heliom	Expertise et développement réseau	MARCQ-EN-BAROEUL
Clubtex	Textiles - Matériaux	TOURCOING
Cluster SENIOR	Services adaptés aux seniors et savoir-faire innovants	HENIN-BEAUMONT
Euralogistic	Pôle d'excellence logistique & supply chain	HENIN-BEAUMONT
Eurasanté	Nutrition-santé	LOOS
Euratechnologies	Innovation numérique	LILLE
FIBOIS	Filière Forêt - bois	AMIENS
Game Industry North	Filière du jeu vidéo	TOURCOING
Glass Vallée	Pôle Mondial du Flaconnage de luxe	EU
Lille Design	Plateforme de développement économique par le design	TOURCOING
Lille Place Tertiaire	Activités d'expertise/conseil	LILLE
Louvre Lens Vallée	Pôle Numérique Culturel	LENS
Maisons de Mode	Création mode	LILLE
Mécanov'	Pôle d'excellence mécanique	MAUBEUGE
MEDEE	Génie électrique et de l'énergie	MARCQ-EN-BAROEUL
NordCréa	Mode et textile	ROUBAIX
Pictanovo	Industries créatives	TOURCOING
Plaine Images	Industries créatives	TOURCOING
Plastium	Pôle d'Excellence Plasturgie et Composites	RUITZ
Pôlenergie	Transition Energétique	DUNKERQUE
Promotex	Textiles - Matériaux	TOURCOING
Transalley	Transports et mobilité	FAMARS
UIMM-Udimétal	Industries et Métiers de la Métallurgie	HENIN-BEAUMONT
URIC	Industrie de Confection	TOURCOING

Source : Hauts-de-France Innovation Développement

**Le C2RP, Carif-Oref, Centre d'Animation, de Ressources et d'Information sur la Formation (Carif) et Observatoire Régional Emploi Formation (Oref)** remplit une mission d'intérêt public en faveur du déploiement des politiques publiques d'orientation, de formation et d'emploi. Structuré en groupement d'intérêt public (GIP), il est financé par l'État et la Région.

Membre du réseau des Carif-Oref, le C2RP participe aux réflexions menées à l'échelon national dans les domaines de l'orientation, de la formation et de l'emploi.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur :

**[www.c2rp.fr](http://www.c2rp.fr)**

C2RP

3 boulevard de Belfort - 59000 Lille

Tél. : 03 20 90 73 00

Membre du réseau des Carif Oref



## PARTENAIRES

